

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 499

25 février 2014

SOMMAIRE

Barclays Metis Investments S.à r.l.	23906	Partners Group Listed Investments SICAV	23938
Gaudi Art S.A. SPF	23913	Pin S.A.	23907
GNS Luxembourg	23912	Pointlux S.à.r.l.	23908
Hamburg, Sachsentor 33 Immobilien S.à r.l.	23912	PREF Luxembourg S.à r.l.	23907
Hamburg, Schlossmühlendamm 2 Immobilien S.à r.l.	23912	PREF Luxembourg S.à r.l.	23908
Highgate Finance & Holding S.A.	23933	Profor Investment S.à r.l.	23910
Highgate Finance & Holding S.A. - SPF ..	23933	Punta Casa SCI	23907
IPG Prime Logistics A S.à r.l.	23912	QNB International Holdings Limited	23952
Leisure Park Holdings S.A.	23912	Quintus European Mezzanine Fund S.à r.l.	23908
Mare di Gallura S.A.	23906	Rafflesia S.à r.l.	23907
Origin Enterprises Luxembourg S.à r.l. ..	23906	Reseaux Tel Lux S.A.	23911
Origin Enterprises Luxembourg S.à r.l. ..	23909	Revesol S.à r.l.	23906
OS - Consult S.à.r.l.	23909	RPAX Two S.A.	23916
Oxawel	23909	RP Rendite Plus	23911
Pall-Center S.A.	23910	Sanasa S.A.	23937
Palm Beach Property SCI	23909	Saputo Europe S.à r.l.	23908
Palm Beach Property SCI	23909	Serfinances S.A.	23911
Panino Bar S.à r.l.	23910	Soficomex Holding Spf S.A.	23911
Parc Belair S.à r.l.	23910	Styron Finance Luxembourg S.à r.l.	23911
Parc Bellevue S.à.r.l.	23910		

Mare di Gallura S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 116.683.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014010193/14.

(140010736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Barclays Metis Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 116.152.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2014.

Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire

Référence de publication: 2014010201/14.

(140011172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Origin Enterprises Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 165.573.

Les comptes annuels au 31 juillet 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014010241/11.

(140010831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Revesol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.
R.C.S. Luxembourg B 105.952.

EXTRAIT

Monsieur Rémy MINGARELLI, associé, déclare par la présente, que son adresse est la suivante:
17, rue Grande, B-6780 MESSANCY.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Pour REVESOL SARL
FIDUCIAIRE DES P.M.E. S.A.
Signature

Référence de publication: 2014010323/15.

(140011164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Rafflesia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 73.012.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 177.241.

—
Monsieur Marc EISENBERG, Associé unique et détenteur de 73.012.500 parts sociales de la société Rafflesia S. à r. l., demeure désormais au 16 Hans Place, Flat 2, 8W1X 0EP London, Grande-Bretagne.

Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Certifié sincère et conforme

RAFFLESIA S. à r. l.

Signatures

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2014010317/15.

(140010766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

PREF Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.195.900,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 102.795.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé en date du 15 janvier 2014 que:

- BPCE, associé de la Société, a transféré toutes ses parts sociales détenues dans la Société à PREF Finance Luxembourg S.à r.l., associé de la Société.

- AEW Europe S.à r.l., associé de la Société, a transféré toutes ses parts sociales détenues dans la Société à PREF Finance Luxembourg S.à r.l., associé de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010295/16.

(140011553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Punta Casa SCI, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 4, Duarrefstrooss.

R.C.S. Luxembourg E 3.162.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 17 janvier 2014.

Pour la société

Joëlle SCHWACHTGEN

Le notaire

Référence de publication: 2014010300/13.

(140010624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Pin S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 159.228.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014010290/10.

(140011614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Pointlux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 73.730,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 76.334.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010292/10.

(140010835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

PREF Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.195.900,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 102.795.

EXTRAIT

BPCE, une société anonyme ayant son siège social au 50, avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris, France et immatriculée au Registre de Commerce de Paris sous le numéro 493 455 042, a absorbé Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance avec effet au 1 janvier 2010 et, en conséquence, BPCE est désormais propriétaire des trois mille sept cent quatre-vingt dix-huit (3798) parts sociales de classe A anciennement détenues dans la Société par Caisse Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010294/16.

(140011076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Quintus European Mezzanine Fund S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.
R.C.S. Luxembourg B 135.169.

Extrait des résolutions du conseil de gérance prises en date du 8 Janvier 2014

Le siège social de la société a été transféré de L-2311 Luxembourg, 55, Avenue Pasteur à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, avec effet au 11 Janvier 2014.

Pour extrait sincère et conforme
Quintus European Mezzanine Fund
Signatures

Référence de publication: 2014010305/13.

(140011391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Saputo Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 148.845.

Rectificatif des comptes annuels se terminant au 31 mars 2013, enregistrés à Luxembourg - Société, le 9 février 2011 référence L-130058363

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/01/2014.

Saputo Europe S.à r.l.
Polyxeni Kotoula
Gérant

Référence de publication: 2014010337/15.

(140010946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Oxawel, Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 117.267.

Les comptes annuels au 28/02/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014010250/11.

(140010451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

OS - Consult S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 160.288.

La société FIDUCIE CONSULT SARL, avec siège social au 208, Route de Burange L-3429 DUDELANGE, ici nommée domiciliataire, a pris la décision de dénoncer le contrat de domiciliation qui la lie à la société OS CONSULT SARL inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 160.288 et ce avec effet au 16.01.2014.

Dudelange, le 16 janvier 2014.

FIDUCIE CONSULT SARL

Référence de publication: 2014010249/11.

(140011278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Palm Beach Property SCI, Société Civile.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg E 4.249.

Je vous informe de ma démission de mon mandat de Gérant du Conseil de Gérance de la société Palm Beach Property SCI avec effet immédiat.

Luxembourg, le 17 janvier 2014.

HENRY Geoffrey.

Référence de publication: 2014010253/10.

(140011441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Palm Beach Property SCI, Société Civile.

R.C.S. Luxembourg E 4.249.

Par la présente, nous vous informons de la dénonciation du siège social de la société Palm Beach Property SCI, 41, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, RCS Luxembourg E 4249, en date du 17 janvier 2014 par Facts Services S.A., et ce avec effet immédiat.

Pour copie conforme,

Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010251/11.

(140010608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Origin Enterprises Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 165.573.

Les comptes annuels au 31 juillet 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014010242/11.

(140010832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Profor Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.
R.C.S. Luxembourg B 140.089.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014010269/11.

(140011068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Pall-Center S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8552 Oberpallen, 2, Arelerstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 93.577.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Stéphane Paché.

Référence de publication: 2014010271/10.

(140010480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Panino Bar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 134, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 49.538.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014010279/11.

(140010454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Parc Belair S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 113, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 34.508.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014010280/11.

(140010453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Parc Bellevue S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 111, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 58.555.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014010281/11.

(140010452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Reseaux Tel Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 101.219.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la société en date du 14.01.2014

Le Conseil décide de transférer le siège social de la Société du 24, rue Saint-Mathieu, L-2138 Luxembourg au 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, avec effet au 19 novembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014010322/11.

(140011154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

RP Rendite Plus, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 94.920.

Les comptes annuels au 30.09.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 17.01.2014.

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Markus Biehl / Oliver Eis

Référence de publication: 2014010330/12.

(140011601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Soficomex Holding Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 23.052.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2014010349/11.

(140010667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Styron Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.001,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 151.012.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 Janvier 2014.

Référence de publication: 2014010355/10.

(140010630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Serfinances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 158.066.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010369/10.

(140010830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

GNS Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 40.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 154.634.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 décembre 2013.

Référence de publication: 2014003632/11.

(140003499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Hamburg, Sachsentor 33 Immobilien S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 173.663.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 janvier 2014.

Référence de publication: 2014003640/11.

(140003471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Hamburg, Schlossmühlendamm 2 Immobilien S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 173.661.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 janvier 2014.

Référence de publication: 2014003641/11.

(140003472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

IPG Prime Logistics A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 203, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 173.040.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 décembre 2013.

Référence de publication: 2014003676/11.

(140003493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Leisure Park Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 145.089.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 décembre 2013.

Référence de publication: 2014003725/10.

(140003494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Gaudi Art S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 183.364.

—
STATUTS

L'an deux mille treize, le dix-sept décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société GAUDI ART S.A., société de droit panaméen, avec siège social à Panama, constituée sous le droit panaméen en date du 16 mai 2005.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Claudine HAAG, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Sabine SOLHEID, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. - Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. - Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Constatation de la décision de transfert du siège social de la société vers le Luxembourg pour y fixer son nouveau siège;

2. Adoption de la nationalité luxembourgeoise.

3. Conversion du capital en euros.

4. Augmentation du capital à EUR 950.000.- par incorporation des réserves et apport en numéraire.

5. Modification de la dénomination en GAUDI ART S.A. SPF et refonte des statuts pour les mettre en accord avec ce qui précède et avec la loi sur les sociétés commerciales luxembourgeoises;

6. Nomination de trois administrateurs.

7. Nomination d'un commissaire aux comptes.

IV Qu'un acte notarié publié au Panama constatant le transfert du siège à Luxembourg a été soumis à l'Assemblée et restera annexé au présent procès-verbal pour être soumis aux formalités de l'enregistrement.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la Société de Panama à L-1840 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, 40, boulevard Joseph II et par conséquent réitère et ratifie, dans la mesure nécessaire, les résolutions prises au Panama décidant notamment de transférer le siège social de la Société au Grand-Duché de Luxembourg.

Ledit transfert n'opère pas la dissolution ou la discontinuité de la personnalité juridique de la société; mais la Société continuera ses activités sans perdre sa personnalité juridique sous les dispositions de la loi luxembourgeoise.

Cette résolution est prise à l'unanimité des voix.

Seconde résolution

L'assemblée déclare que dorénavant la Société est régie par la loi luxembourgeoise, à l'exclusion de toute autre loi. L'assemblée décide en plus d'adopter la forme luxembourgeoise d'une société anonyme.

Cette résolution est prise à l'unanimité des voix.

Troisième résolution

L'assemblée décide de convertir le capital social actuellement exprimé en USD en EURO.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social actuel de son montant converti de USD 10.000.- (dix mille US dollars) en EUR 7.708,91 (sept mille sept cent huit virgule quatre-vingt-onze euros) à EUR 650.000.- (six cent cinquante mille euros) par un versement en numéraire de EUR 642.291,09 (six cent quarante-deux mille deux cent quatre-vingt-onze virgule zéro neuf euros). La preuve du paiement de EUR 642.291,09 (six cent quarante-deux mille deux cent quatre-vingt-onze virgule zéro neuf euros) a été rapportée au notaire soussigné par un certificat bancaire.

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social pour le porter de EUR 650 000 (six cent cinquante mille euros) à 950 000.- (neuf cent cinquante mille euros) par incorporation des réserves de la Société à concurrence d'un montant de EUR 300 000.- (trois cent mille euros).

Il est justifié au notaire soussigné de l'existence de tels réserves par une situation de la Société au 30 novembre 2013, ci-annexée, ainsi que par le rapport du réviseur d'entreprises ci-après mentionné.

Le capital social est ainsi fixé à EUR 950.000.- (sept cent cinquante mille euros) qui sera représenté par 950 (sept cent cinquante) actions sans désignation de valeur nominale.

Les 950 (sept cent cinquante) actions sont attribuées à l'actionnaire unique COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A..

Rapport du réviseur d'entreprises

Il résulte d'un rapport établi en date du 17 décembre 2013 par AUDITEURS ASSOCIES, réviseur d'entreprises, que l'actif net de la Société est au moins égal au montant de EUR 300.000.- (trois cent mille euros).

Un exemplaire de ce rapport demeurera annexé aux présentes.

La conclusion de ce rapport est la suivante:

"Sur base de nos diligences, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous laisse à penser que la valeur globale des apports, constitués d'actif et passifs transférés à Luxembourg, ne correspond pas au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie.»

Un exemplaire de ce rapport restera annexé aux présentes.

Cette résolution est prise à l'unanimité des voix.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination en GAUDI ART S.A. SPF et de reformuler les statuts de la Société qui prennent dorénavant la teneur suivante:

Titre 1^{er} . Dénomination, Siège Social, Objet, Durée, Capital social

Art. 1^{er} . Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «GAUDI ART S.A. SPF».

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que définis à l'article 2 de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 950.000.- (neuf cent cinquante mille euros) représenté par 950 (neuf cent cinquante) actions sans désignation de valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les actions de la Société sont réservées aux investisseurs définis à l'article 3 de la loi du 11 mai 2007

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Cependant au cas où la Société est constituée par un associé unique ou s'il est constaté lors d'une assemblée générale que la Société n'a plus qu'un associé unique, la composition du Conseil d'Administration peut être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Art. 10. La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil. Au cas où le Conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par la signature individuelle de l'administrateur unique.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit, le troisième mardi du mois de mai à 11.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commencera à Luxembourg le 17 décembre 2013 et se terminera le 31 décembre 2014.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2015.

Cette résolution est prise à l'unanimité des voix.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de fixer le nombre des administrateurs à trois.

Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Jacques RECKINGER, avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, né à Luxembourg, le 14 mars 1965,

b) Monsieur Henri REITER avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, né à Luxembourg, le 30 avril 1962.

c) Monsieur Claudio TOMASSINI, avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, né à Esch/Alzette, le 31 octobre 1957.

Le mandat des administrateurs ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Cette résolution est prise à l'unanimité des voix.

Septième résolution

L'Assemblée décide de nommer FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, avec siège social à L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II, RCS Luxembourg B 34978, aux fonctions de commissaire aux comptes.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Cette résolution est prise à l'unanimité des voix.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de EUR 3.000.-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. RECKINGER, C. HAAG, S. SOLHEID et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 décembre 2013. Relation: LAC/2013/60155. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 14 janvier 2014.

Référence de publication: 2014007623/179.

(140007852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2014.

RPAX Two S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 183.073.

In the year two thousand and thirteen, on the twentieth day of December.

Before Us, Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

(1) Resource Eastern European Equity Partners I, L.P., represented by its general partner, Resource Partners GP Limited, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Jersey, having its registered office at 11-15 Seaton Place, St Helier, Jersey JE4 OQH, Channel Islands,

here represented by Mrs Flora Gibert, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal;

(2) Resource Eastern European Equity Partners I-A, L.P., represented by its general partner, Resource Partners GP Limited, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Jersey, having its registered office at 11-15 Seaton Place, St Helier, Jersey JE4 OQH, Channel Islands,

here represented by Mrs Flora Gibert, private employee, residing in Luxembourg,

by virtue of proxy given under private seal;

and

(3) AXA Central and Eastern Europe Fund L.P., represented by its general partner, AXA CEE Management Limited, a company incorporated in Jersey (registration number 101076), whose registered office is at 22 Greenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX,

here represented by Mrs Flora Gibert, private employee, residing in Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal;

Referred to hereafter as the "Shareholders",

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in the hereinabove stated capacities, have requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a ""société anonyme" which they declared to organize among themselves:

ARTICLES OF INCORPORATION:

Chapter I. Name, Registered office, Object, Duration**1. Form, Name.**

1.1 The company (the "Company") is hereby formed as a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (and in particular, the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law")) and by the present articles (the "Articles").

1.2 The Company exists under the name of "RPAX TWO S.A.".

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The board of directors of the Company (the "Board of Directors") is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

2.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors.

2.5 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Object. The Company's object is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, development and control of any enterprises, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have these securities and patents developed. The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (including shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which are liable to promote their development.

The Company may borrow in any form including by way of public offer. It may issue by way of private or public placement, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies.

The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II. - Capital.**5. Capital.**

5.1 The issued share capital of the Company is set at thirty-one thousand (EUR 31,000.-) represented by:

- a. three thousand one hundred (3,100) class "A" shares (the "Class A Shares");
- b. three thousand one hundred (3,100) class "B" shares (the "Class B Shares");
- c. three thousand one hundred (3,100) class "C" shares (the "Class C Shares");
- d. three thousand one hundred (3,100) class "D" shares (the "Class D Shares");
- e. three thousand one hundred (3,100) class "E" shares (the "Class E Shares");
- f. three thousand one hundred (3,100) class "F" shares (the "Class F Shares");
- g. three thousand one hundred (3,100) class "G" shares (the "Class G Shares");
- h. three thousand one hundred (3,100) class "H" shares (the "Class H Shares");
- i. three thousand one hundred (3,100) class "I" shares (the "Class I Shares"); and
- j. three thousand one hundred (3,100) class "J" shares (the "Class J Shares"); with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

Without prejudice to other designations used in the Articles, the Class A to J Shares are together referred to as the "Classes of Shares" and each a "Class of Shares"; and the shares of any Class of Shares are together referred to as the "Shares" and each a "Share".

The holders of Shares are hereinafter referred to as the "Shareholders" and each a "Shareholder".

The features of the Shares are outlined in the present Articles.

5.2 In addition to the share capital, the Company may have free share premium or other reserve accounts, into which any premium paid on any Share or Class of Shares or reserve allocated to any Share or Class of Shares is transferred and the balance on which each corresponding holder(s) has exclusive entitlement to, it being understood that any amount of share premium paid in relation to the issue of any Share or Class of Shares or any amount of reserve allocated to any Share or Class of Shares, shall be reserved and repaid to the holder of such Share or Class of Shares, in case of a decision to repay or otherwise proceed with the reimbursement of such share premium or reserve.

5.3 The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

5.4 The Company can proceed to the repurchase of its own Shares by decisions of the Board of Directors subject to the availability of funds determined by the Board of Directors on the basis of relevant Interim Accounts and in accordance with the conditions and limits established by applicable laws and these Articles.

5.5 The share capital of the Company may be reduced notably through the cancellation of one or more entire Classes of Shares through the repurchase by the Company and subsequent cancellation of all the Shares in issue in such Class(es) of Shares. In the case of repurchases and cancellations of Classes of Shares, such repurchase and cancellations of Classes of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class J). For the avoidance of doubt, no Class A Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class B, C, D, E, F, G, H, I and/or J Shares are outstanding; no Class B Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class C, D, E, F, G, H, I and/or J Shares are outstanding; no Class C Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class D, E, F, G, H, I and/or J Shares are outstanding; no Class D Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class E, F, G, H, I and/or J Shares are outstanding; no Class E Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class F, G, H, I and/or J Shares are outstanding; no Class F Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class G, H, I and/or J Shares are outstanding; no Class G Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class H, I and/or J Shares are outstanding; no Class H Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class I and/or J Shares are outstanding; no Class I Shares may be repurchased if at the time of the repurchase any Class J Shares are outstanding.

5.6 In the event of a repurchase of a Class of Shares (in the order provided for in this article 5) for the purpose of a share capital reduction, such Class of Shares shall give right to the holders thereof pro rata to their holding in such Class of Shares to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the Board of Directors or the Sole Director) and the holders of the repurchased Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class of Shares held by them.

5.7 Upon the repurchase of the Shares of the relevant Class of Shares, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

5.8 The Shares so repurchased shall be immediately cancelled in accordance with the requirement of the 1915 Law.

6. Form of the shares. The Shares are issued in registered form. Such Shares under registered form may be exchanged or converted into bearer form at the request of the holder(s) of such Shares, in accordance with the provisions set by the 1915 Law.

7. Payment of shares. Payments on shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions which the Board of Directors shall from time to time determine. Any amount called up on shares will be charged equally on all outstanding shares which are not fully paid up.

8. Lock up period. The Company's Shares shall not be transferable by any Shareholder of the Company until 31 March 2017, with the exception of transfers to Affiliates (the "Lock Up Period").

9. Modification of capital.

9.1 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the Shareholders adopted in the manner legally required for amending the Articles.

9.2 The Company can repurchase its own shares within the limits set by the 1915 Law.

Chapter III. - Directors, Board of directors, Statutory auditors.

10. Board of directors or sole director.

10.1 In case of plurality of Shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least four members, divided into two (2) class A directors (the "Class A Directors") and two (2) class B directors (the "Class B Directors"), who need not to be Shareholders (the "Directors" and each a "Director"). The Class A Directors shall be

appointed out of a list of candidates proposed by AXA Central and Eastern Europe Fund L.P and the Class B Directors shall be appointed out of a list of candidates proposed by Resource Partners GP Limited.

10.2 In the case where the Company is incorporated by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of Shareholders, it is established that all the shares of the Company are held by one single shareholder, the Company may be managed by one single director (the "Sole Director") until the next ordinary general meeting of the Shareholders acknowledging the existence of more than one shareholder. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such case, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints its successor at the same time.

10.3 The members of the Board of Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of Shareholders for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of Shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without any indication on the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

10.4 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of Shareholders which will be asked to ratify such election.

11. Meetings of the board of directors.

11.1 The Board of Directors shall elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

11.2 The meetings of the Board of Directors are convened by the chairman or by any Director. In case that all the members of the Board of Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

11.3 The Board of Directors can only validly meet and take decisions if at least one Class A Director and one Class B Director are present or represented by proxies. Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by telegram or telefax another Director as his proxy, provided that a Director can only represent another director of the same category.

11.4 All decisions by the Board of Directors require a simple majority of votes cast, including at least the favourable vote of one Class A Director and one Class B Director.

11.5 The use of video-conferencing equipment and conference call means allowing the identification of each participating Director shall be allowed. These means must comply with technical features which guarantee an effective participation to the meeting allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company. Each participating Director shall be authorised to vote by video or by telephone.

11.6 Circular resolutions of the Board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all Directors in person. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the Directors' meetings duly convened.

11.7 Votes may also be cast by fax, e-mail, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

11.8 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by the chairman of the Board of Directors or by any two Directors. Extracts shall be certified by the chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

12. General powers of the board of directors.

12.1 The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by the 1915 Law to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

12.2 Any Director having an interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, shall advise the Board of Directors thereof and cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting. He may not take part in these deliberations. At the next following general meeting of Shareholders, before any other resolution is put to vote, a special report shall be made on any transactions in which any of the Directors may have had an interest conflicting with that of the Company. If there is only one Shareholder, the minutes shall only mention the operations intervened between the Company and its Sole Director having an interest conflicting with the one of the Company.

12.3 The provisions of the preceding paragraphs are not applicable when the decisions of the Board of Directors of the Company or of the Sole Director concern day-to-day operations engaged in normal conditions.

13. Delegation of powers.

13.1 The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member or members of the Board of Directors, managers, officers or other agents, legal or physical person, who need not to be Shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board of Directors shall determine.

13.2 The Board of Directors may also confer all powers and special mandates to any person who need not to be Directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

13.3 The first person entrusted with the daily management may be appointed by the first general meeting of Shareholders.

14. Representation of the company.

14.1 Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of Directors, by the joint signature of one Class A Director and one Class B Director or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated jointly by one Class A Director and one Class B Director or the Sole Director of the Company, but only within the limits of such power.

14.2 Towards third parties, in all circumstances, the Company shall also be, in case a daily manager has been appointed in order to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs, bound by the sole signature of the daily manager, but only within the limits of such power.

15. Statutory auditor.

15.1 The Company is supervised by one or more statutory auditors.

15.2 The general meeting of Shareholders appoints the statutory auditor(s) and determines their number, their remuneration and the term of their office. The appointment may, however, not exceed a period of six years. In case the statutory auditors are elected without mention of the term of their mandate, they are deemed to be elected for 6 years from the date of their election.

15.3 The statutory auditors are re-eligible.

Chapter IV. - General Meeting of shareholders

16. Powers of the sole shareholder / General Meeting of shareholders.

16.1 The Company may have a sole Shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole Shareholder does not result in the dissolution of the Company.

16.2 If there is only one Shareholder, the sole Shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of Shareholders and takes the decisions in writing.

16.3 In case of plurality of Shareholders, the general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

16.4 Any general meeting shall be convened by the Board of Directors by means of convening notice sent to each registered shareholder in compliance with the 1915 Law. It must be convened following the request of Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital. In case all the Shareholders are present or represented and if they declare that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication. Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of Shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) days before the date of the meeting.

16.5 Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box. Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void. The Company will only take into account voting forms received three (3) days prior to the general meeting of shareholders they relate to.

16.6 The Shareholders are entitled to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

16.7 Unless otherwise provided by the 1915 Law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of Shareholders shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented.

16.8 When the Company has a sole Shareholder, his decisions are written resolutions.

16.9 An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least 66% of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the 1915 Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-third of the votes cast. Votes cast shall not include votes attaching to Shares in respect of which the Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

16.10 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

17. Place and date of the annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of Shareholders is held at the registered office of the Company, on the last Friday of June, at 15:00 and for the first time in 2015.

18. Other general meetings. The Board of Directors or the statutory auditors may convene other general meetings. A general meeting has to be convened at the request of the Shareholders which together represent one tenth of the capital of the Company.

19. Votes. Each Share is entitled to one vote. A shareholder may be represented at any general meeting, even the annual general meeting of Shareholders, by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who needs not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

Chapter V. - Deadlock provisions

20. Deadlock prior to the expiry of the lock up period. If the Board of Directors or the Shareholders have failed to pass a resolution which has been put to it at least two times because the requisite majority of votes was not obtained ("Deadlock Matter"), such Deadlock Matter shall be resolved in accordance with any agreement or arrangement in relation to the Company to which Shareholders may be party from time to time.

Chapter VI. - Business year, Distribution of profits

21. Business year.

21.1 The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on the 31 December 2014.

21.2 The Board of Directors draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of Shareholders to the statutory auditors who shall make a report containing comments on such documents.

22. Distribution right of shares.

22.1 Each year, from the net annual profits determined in accordance with the applicable legal provisions and accounting principles, five per cent shall be deducted and allocated to the legal reserve. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve reaches one tenth of the Company's share capital.

22.2 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by the 1915 Law and by these Articles, the Board of Directors shall propose that cash available for remittance be distributed. The decision whether to distribute the Available Amount and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the Shareholders holding at least two thirds of the share capital of the Company and in accordance with the following provisions:

a) First, the holders of Class A Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.25% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class B Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.30% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class C Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.35% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class D Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.40% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class E Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.45% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class F Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.50% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class G Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.55% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class H Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.60% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of Class I Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.65% of the nominal value of the Shares issued by the Company.

For the avoidance of doubt, the payments to be made under (a) are to be made on a pari passu basis between the holders of the Class of Shares.

b) After the distribution set out under a) above, all remaining income available for further distribution in the Company, if any, shall be paid to the holders of Class J Shares (or if the Class J Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holder of the Class I Shares; or if the Class I Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holder of the Class H Shares; or if the Class H Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holder of the Class G Shares; or if the Class G Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holder of Class F Shares; or if the Class F Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holder of Class E Shares; or if the Class E Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holder of Class D Shares; or if the Class D Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holder of Class C Shares; or if the Class C Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holder of Class B Shares; or if the Class B Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holder of Class A Shares).

For the avoidance of doubt, the payments to be made under (b) are to be made on a pari passu basis between the holders of the relevant Class of Shares.

For the avoidance of doubt, the mere existence of an Available Amount does not establish a claim of the Shareholders on its distribution given that, in accordance with the above mentioned provisions, any such distribution (and the determination of the amount thereof) are subject to prior Shareholders approval.

22.3 Notwithstanding the preceding provisions, the Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors, may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year, in accordance with the provisions of the 1915 Law.

Chapter VII. - Dissolution, Liquidation.

23. Dissolution, Liquidation.

23.1 The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of Shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles.

23.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of Shareholders.

Chapter VIII. - Applicable law

24. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law.

25. Art. 25. Definitions.

Affiliate	Means any entity which directly or indirectly controls or is controlled by, or is under common control with, a Shareholder or its general partner. For these purposes, "control" shall be presumed where an entity has the right to exercise 50% or more of the direct or indirect voting rights of the other entity.
Available Amount	Means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable share premium and other freely distributable reserves as reserved in accordance with article 5.2 of the Articles and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled, to the extent this amount constitute an available reserve, but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the 1915 Law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), taking into account article 22.2 of the Articles so that: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$ Whereby: AA= Available Amount NP= net profits (including carried forward profits) P= any freely distributable share premium and other freely distributable reserves CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled L= losses (including carried forward losses) LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the 1915 Law or of the Articles.
Cancellation Value Per Share	Shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled.
Total Cancellation Amount	Shall be an amount determined by the Board of Directors and approved by the Shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the Classes J, I, H, G, F, E, D, C, B and A Shares shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant Class of Shares unless otherwise resolved by the Shareholders in the manner provided for an

amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Interim Accounts Means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.
Interim Account Date Means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Shares.

Subscription - Payment

The articles of incorporation having thus been established, the parties appearing declare to subscribe the whole capital as follows:

Resource Eastern European Equity Partners I-A, L.P.:

- a. four hundred fifty-six (456) Class A Shares
- b. four hundred fifty-six (456) Class B Shares
- c. four hundred fifty-six (456) Class C Shares
- d. four hundred fifty-six (456) Class D Shares
- e. four hundred fifty-six (456) Class E Shares
- f. four hundred fifty-six (456) Class F Shares
- g. four hundred fifty-six (456) Class G Shares
- h. four hundred fifty-six (456) Class H Shares
- i. four hundred fifty-six (456) Class I Shares
- j. four hundred fifty-six (456) Class J Shares

Resource Eastern European Equity Partners I, L.P.

- a. one thousand ninety-four (1,094) Class A Shares
- b. one thousand ninety-four (1,094) Class B Shares
- c. one thousand ninety-four (1,094) Class C Shares
- d. one thousand ninety-four (1,094) Class D Shares
- e. one thousand ninety-four (1,094) Class E Shares
- f. one thousand ninety-four (1,094) Class F Shares
- g. one thousand ninety-four (1,094) Class G Shares
- h. one thousand ninety-four (1,094) Class H Shares
- i. one thousand ninety-four (1,094) Class I Shares
- j. one thousand ninety-four (1,094) Class J Shares

AXA Central and Eastern Europe Fund L.P.

- a. one thousand five hundred fifty (1,550) Class A Shares
- b. one thousand five hundred fifty (1,550) Class B Shares
- c. one thousand five hundred fifty (1,550) Class C Shares
- d. one thousand five hundred fifty (1,550) Class D Shares
- e. one thousand five hundred fifty (1,550) Class E Shares
- f. one thousand five hundred fifty (1,550) Class F Shares
- g. one thousand five hundred fifty (1,550) Class G Shares
- h. one thousand five hundred fifty (1,550) Class H Shares
- i. one thousand five hundred fifty (1,550) Class I Shares
- j. one thousand five hundred fifty (1,550) Class J Shares

Total:

- a. three thousand one hundred (3,100) Class A Shares
- b. three thousand one hundred (3,100) Class B Shares
- c. three thousand one hundred (3,100) Class C Shares
- d. three thousand one hundred (3,100) Class D Shares
- e. three thousand one hundred (3,100) Class E Shares
- f. three thousand one hundred (3,100) Class F Shares
- g. three thousand one hundred (3,100) Class G Shares
- h. three thousand one hundred (3,100) Class H Shares
- i. three thousand one hundred (3,100) Class I Shares
- j. three thousand one hundred (3,100) Class J Shares

All the shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of EUR 31,000 (thirty-one thousand Euros) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in Article 26 as amended of the law of 10 August 1915 on commercial companies have been complied with.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of its organisation, is approximately one thousand three hundred Euro.

Extraordinary general meeting

The above named persons, representing the entire subscribed capital, have passed the following resolutions:

1. The number of directors is fixed at four (4).

2. The following persons are appointed category A directors:

- Mr. Marton Hunek, managing director, born on 18 April 1974 in Budapest, Hungary, with professional address at 20, Place Vendôme, 75001 Paris, France.

- Mr. Ian Kent, company director, born on 3 December 1976, in Birmingham, United Kingdom, with professional address at 47, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

3. The following persons are appointed category B directors:

- Mr. James Bermingham, private employee, born on 19 December 1972 in Sheffield, Great Britain with professional address at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg.

- Mrs. Anke Jager, private employee, born on 22 April 1968 in Salzgitter (Germany), with professional address at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand Duchy of Luxembourg.

4. Ernst & Young Luxembourg, with registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B. 88019, is appointed as auditor ("commissaire").

5. The directors and the auditor's terms of office will expire after the annual meeting of shareholders to be held in 2019.

6. The registered office of the Company is established at, 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, municipality of Niederanven Grand Duchy of Luxembourg.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing person, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Traduction française

L'an deux mille treize le vingt décembre.

Par-devant Nous Maître Joseph Elvinger, notaire, résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

(1) Resource Eastern European Equity Partners I, L.P., représenté par son gérant, Resource Partners GP Limited, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois de Jersey, ayant son siège social sis au 11-15 Seaton Place, St Helier, Jersey JE4 OQH, Iles de la Manche,

ici représenté par Mme Flora Gibert, employée privée, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

(2) Resource Eastern European Equity Partners I-A, L.P., représenté par son gérant, Resource Partners GP Limited, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois de Jersey, ayant son siège social au 11-15 Seaton Place, St Helier, Jersey JE4 OQH, Iles de la Manche,

ici représenté par Mme Flora Gibert, employée privée, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; et

(3) AXA Central and Eastern Europe Fund L.P., représenté par son gérant, AXA CEE Management Limited, une société constituée à Jersey (numéro d'immatriculation 101076), ayant son siège social sis au 22 Greenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX,

ici représenté par Mme Flora Gibert, employée privée, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

Dénommés ci-après les "Associés",

Lesdites procurations ayant été données «ne varietur» par le mandataire agissant au nom des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées telle que décrit ci-dessus, ont requis du notaire de dresser les statuts suivants d'une société anonyme qu'elles déclarent constituer:

STATUTS

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège, Objet, Durée

1. Forme, Dénomination.

1.1 La société (la «Société») ici constituée est une société anonyme luxembourgeoise régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (et en particulier, la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»)) et par les présents statuts (les «Statuts»).

1.2 La Société adopte la dénomination «RPAX TWO S.A.».

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré vers tout autre commune à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses actionnaires délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

2.3 Le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration") est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire de la Société.

2.4 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produisent ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration.

2.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

3. Objet. L'objet de la Société est d'effectuer toutes transactions en rapport direct ou indirect avec la prise de participation et d'intérêts, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que leur administration, leur contrôle, leur développement et leur gestion.

La Société pourra en particulier utiliser ses fonds pour la constitution, la gestion, le développement et la vente de portefeuilles consistant en des titres et brevets de n'importe quelle origine, participer à la création, au développement et au contrôle d'une entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, ou de toute autre manière, n'importe quelle forme de titres ou de brevets, en disposer par vente, transfert, échange ou autrement, faire fructifier ces titres et ces brevets. La Société pourra apporter toute assistance financière (que ce soit sous forme de prêts, d'avances, d'octroi de garanties ou sûretés ou autrement) à des sociétés ou des entreprises dans lesquelles elle a un intérêt ou qui appartiennent au même groupe de société que celui auquel appartient la Société (en ce compris des entités filiales ou associés).

En général, la Société pourra effectuer toutes transactions financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, prendre toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et faire toutes transactions de quelque nature que ce soit qui est directement ou indirectement en relation avec son objet social ou qui permettent de promouvoir son développement.

La Société pourra emprunter sous toutes formes, y compris par voie d'offres publiques. Elle pourra émettre par le biais de placements publics ou privés, des bonds, des obligations, des instruments de dettes ou toute autre forme de dettes, convertibles ou non, et/ou des titres financiers. Elle pourra donner des garanties et accorder des sûretés en faveur de tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou d'autres sociétés. La Société pourra enfin nantir, transférer, grever ou créer d'autres sûretés sur tout ou partie de ses biens.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Titre II. - Capital

5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) représenté par:

- a. trois mille cent (3.100) actions de catégorie A (les "Actions de Catégorie A");
- b. trois mille cent (3.100) actions de catégorie B (les "Actions de Catégorie B");
- c. trois mille cent (3.100) actions de catégorie C (les "Actions de Catégorie C");
- d. trois mille cent (3.100) actions de catégorie D (les "Actions de Catégorie D");

- e. trois mille cent (3.100) actions de catégorie E (les "Actions de Catégorie E");
 - f. trois mille cent (3.100) actions de catégorie F (les "Actions de Catégorie F");
 - g. trois mille cent (3.100) actions de catégorie G (les "Actions de Catégorie G");
 - h. trois mille cent (3.100) actions de catégorie H (les "Actions de Catégorie H");
 - i. trois mille cent (3.100) actions de catégorie I (les "Actions de Catégorie I"); et
 - j. trois mille cent (3.100) actions de catégorie J (les "Actions de Catégorie J");
- avec une valeur nominale d'un euro (1,- EUR) chacune.

Sans préjudice d'autres désignations utilisées dans les Statuts, les Actions de Catégorie A à J seront définies ci-après comme les "Catégories d'Actions" et individuellement une "Catégorie d'Actions"; et ensemble, toutes les actions des Catégories d'Actions seront définies comme les "Actions" et individuellement une "Action".

Les détenteurs d'Actions sont définis ci-après comme les "Actionnaires" et individuellement un "Actionnaire".

Les caractéristiques des Actions sont résumées dans ces Statuts.

5.2 En supplément du capital social, la Société pourra avoir des comptes de prime d'émission ou tous autres comptes de réserve, sur lesquels toute prime versée en rapport avec toute Action ou Catégorie d'Actions ou toute réserve allouée à toute Action ou Catégorie d'Actions est transférée et sur le solde desquels le(s) Actionnaire(s) correspondant(s) ont des droits exclusifs, étant entendu que tout montant de prime d'émission versée en rapport avec l'émission de toute Action ou Catégorie d'Actions ou tout montant de réserve alloué à toute Action ou Catégorie d'Actions sera réservé et remboursé au détenteur de ladite Action ou de ladite Catégorie d'Actions, en cas de décision de remboursement ou autre procédé de remboursement de ladite prime d'émission ou réserve.

5.3 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une résolution des Actionnaires adoptée selon la manière requise pour la modification des présents Statuts.

5.4 La Société peut procéder au rachat de ses propres Actions par décisions du Conseil d'Administration sous réserve de la disponibilité des fonds déterminée par le Conseil d'Administration sur la base des Comptes Intérimaires pertinents, et conformément aux conditions et limites fixées par les lois applicables et les présents Statuts.

5.5 Le capital social de la Société peut être réduit notamment par l'annulation de Catégories d'Actions en ce compris l'annulation d'une ou plusieurs Catégories d'Actions entière(s) par le rachat et l'annulation de toutes les Actions émises dans de telle(s) Catégorie(s) d'Actions. Dans le cas de rachats et d'annulations de Catégorie d'Actions, de tels annulations et rachats de Catégorie d'Actions devront être réalisés dans l'ordre alphabétique inversé (commençant par la Catégorie J). Pour éviter tout doute, aucune Action de Catégorie A ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Actions de Catégorie B, C, D, E, F, G, H, I ou J en cours; aucune Action de Catégorie B ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Actions de Catégorie C, D, E, F, G, H, I ou J en cours; aucune Action de Catégorie C ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Actions de Catégorie D, E, F, G, H, I ou J en cours; aucune Action de Catégorie D ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Actions de Catégorie E, F, G, H, I ou J en cours; aucune Action de Catégorie E ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Actions de Catégorie F, G, H, I ou J en cours; aucune Action de Catégorie F ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Actions de Catégorie G, H, I ou J en cours; aucune Action de Catégorie G ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Actions de Catégorie H, I ou J en cours; aucune Action de Catégorie H ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Actions de Catégorie I ou J en cours; aucune Action de Catégorie I ne peut être rachetée si la Société a, au moment du rachat, des Actions de Catégorie J en cours.

5.6 Dans les cas d'un rachat d'une Catégorie d'Actions (dans l'ordre prévu dans le présent article 5) en vue de procéder à une réduction du capital social de la Société, les détenteurs d'une telle Catégorie d'Actions ont droit au Montant Disponible au prorata de leur participation dans cette Catégorie d'Actions (avec la limite cependant du Montant d'Annulation Total tel que déterminé par le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique) et les détenteurs d'Actions de la Catégorie d'Actions rachetée recevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Action pour chaque Action de la Catégorie d'Actions appropriée détenue par eux.

5.7 La Valeur d'Annulation par Action sera due et exigible par la Société dès le rachat des Actions de la Catégorie d'Actions appropriées.

5.8 Les Actions rachetées devront être immédiatement annulées en accord avec les exigences fixées par la Loi de 1915.

6. Nature des actions. Les Actions sont émises sous forme nominative. Ces Actions sous forme nominative pourront être échangées ou converties en actions au porteur à la demande des titulaires d'Actions, conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

7. Versements. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le Conseil d'Administration déterminera de temps à autre. Tout versement appelé s'imputera à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

8. Période d'incessibilité. Les Actions de la Société ne pourront être transférées par tout Actionnaire de la Société jusqu'au 31 mars 2017, à l'exception des transferts à des Affiliées (la "Période d'Incessibilité").

9. Modification du capital.

9.1 Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions de l'assemblée générale des Actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

9.2 La Société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la Loi de 1915.

Titre III. - Administrateurs, Conseil d'administration, Commissaires

10. Conseil d'administration.

10.1 En cas de pluralité d'Actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de quatre membres au moins, divisé en deux (2) administrateurs de catégorie A (les "Administrateurs de Catégorie A") et deux (2) administrateurs de catégorie B (les "Administrateurs de Catégorie B"), Actionnaires ou non (les "Administrateurs" et individuellement un "Administrateur"). Les Administrateurs de Catégorie A seront nommés parmi une liste de candidats proposés par AXA Central and Eastern Europe Fund L.P. et les Administrateurs de Catégorie B seront nommés parmi une liste de candidats proposés par Resource Partners GP Limited.

10.2 Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des Actionnaires, il est constaté que toutes les actions de la Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique (l'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des Actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans ce cas, une telle personne morale nommera un représentant permanent qui assurera ses fonctions au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale en question ne peut révoquer son représentant permanent qu'en nommant en même temps un successeur.

10.3 Les membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des Actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des Actionnaires. Ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Un Administrateur élu sans aucune indication de la durée de son mandat sera réputé avoir été élu pour un terme de six ans.

10.4 En cas de vacance du poste d'un Administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les Administrateurs restants nommés alors peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des Actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

11. Réunions du conseil d'administration.

11.1 Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, il sera remplacé par un Administrateur élu à cette fin parmi les Administrateurs présents à la réunion.

11.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les membres du Conseil d'Administration sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

11.3 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si un Administrateur de Catégorie A et un Administrateur de Catégorie B sont présents ou représentés par procuration. Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, en lui donnant une procuration par écrit, par télégramme, par télécopie ou par tout autre moyen, étant entendu qu'un Administrateur ne pourra être représenté qu'un autre administrateur de la même catégorie.

11.4 Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes exprimés, sous réserve qu'il y ait au moins le vote favorable d'un Administrateur de Catégorie A et d'un Administrateur de Catégorie B.

11.5 L'utilisation des moyens de vidéo conférence et de conférence téléphonique permettant l'identification de chaque Administrateur participant est autorisée. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre de façon continue et permettant une participation effective de ces personnes à la réunion. La participation à la réunion par ces moyens est équivalente à la participation à la réunion en personne. Une réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée avoir été tenue au siège social de la Société. Chaque Administrateur participant est habilité à prendre part au vote par téléphone ou par visioconférence.

11.6 Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax, e-mail, télégramme ou télex. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoquée.

11.7 Les votes pourront également être exprimés par fax, e-mail ou par téléphone, à condition, dans cette dernière hypothèse, que le vote soit confirmé par écrit.

11.8 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs. Des extraits seront certifiés par le Président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

12. Pouvoirs généraux du conseil d'administration.

12.1 Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi de 1915 ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

12.2 Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le Conseil d'Administration et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale des Actionnaires, avant tout vote sur d'autres résolutions, il est spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société. En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

12.3 Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque les décisions du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Unique concernent des opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

13. Délégation de pouvoirs.

13.1 Le Conseil d'Administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite journalière des affaires, à un ou plusieurs Administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant aux conditions et avec les pouvoirs que le Conseil d'Administration déterminera.

13.2 Le Conseil d'Administration pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne qui n'a pas besoin d'être Administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

13.3 La première personne en charge de la gestion journalière peut être nommé par la première assemblée générale des Actionnaires.

14. Représentation de la société.

14.1 Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, par la signature conjointe d'un Administrateur de Catégorie A et d'un Administrateur de Catégorie B ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué conjointement par un Administrateur de Catégorie A et un Administrateur de Catégorie B ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

14.2 Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas de délégué à la gestion journalière nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature du délégué à la gestion journalière, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

15. Commissaire aux comptes.

15.1 La Société est surveillée par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

15.2 L'assemblée générale des Actionnaires désigne le(s) commissaire(s) et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions. Leur nomination ne pourra toutefois excéder six années. Les commissaires élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

15.3 Les commissaires sont rééligibles.

Titre IV. - Assemblée générale des actionnaires

16. Pouvoirs de l'actionnaire unique / Assemblée générale des actionnaires.

16.1 La Société peut avoir un Actionnaire unique lors de sa constitution, ainsi que par la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'Actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la Société.

16.2 S'il y a seulement un Actionnaire, l'Actionnaire unique assume tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Actionnaires et prend les décisions par écrit.

16.3 En cas de pluralité d'Actionnaires, l'assemblée générale des Actionnaires représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

16.4 Toute assemblée générale sera convoquée par le Conseil d'Administration par notification écrite en conformité avec la Loi de 1915. L'assemblée sera convoquée à la demande des actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital de la Société. Lorsque tous les Actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication. Les Actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital de la Société peuvent demander l'ajout d'un ou de plusieurs points sur l'ordre du jour de toute assemblée générale des Actionnaires. Une telle demande doit être adressée au siège social de la Société par courrier recommandé au moins cinq (5) jours avant la date de l'assemblée.

16.5 Tout actionnaire peut voter au moyen d'un formulaire envoyé par poste ou par fax au siège social de la Société ou à l'adresse mentionnée dans la convocation. Les Actionnaires ne peuvent utiliser que les formulaires mis à la disposition

par la Société, qui mentionnent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, les propositions soumises à la décision de l'assemblée, ainsi que, pour chaque proposition, trois cases permettant à l'actionnaire de voter pour, contre ou de s'abstenir du vote sur chaque proposition en cochant la case adéquate. Les formulaires qui ne contiennent ni un vote pour, ni un vote contre la résolution, ni une abstention, seront nuls. La Société ne prendra en compte que les formulaires reçus trois (3) jours avant la réunion de l'assemblée générale des Actionnaires.

16.6 Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

16.7 Sauf dans les cas déterminés par la Loi de 1915 ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée générale ordinaire ou annuelle des Actionnaires seront adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

16.8 Lorsque la Société a un Actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

16.9 Une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins 66% du capital social est présent ou représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la Loi de 1915. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des voix exprimées. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux Actions pour lesquelles l'Actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

16.10 Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peut être décidée qu'avec l'accord unanime des Actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

17. Lieu et date de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se réunit chaque année au siège social de la Société, le dernier vendredi du mois de juin à 15h00, et pour la première fois en 2015.

18. D'autres assemblées générales des actionnaires. Le Conseil d'Administration ou le commissaire peut convoquer d'autres assemblées générales. Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent du capital social.

19. Votes. Chaque Action donne droit à une voix. Un Actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des Actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des Actionnaires, en nommant par écrit (ou par fax ou email ou autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être actionnaire et qui est par conséquent habilité à voter par procuration.

Titre V. - Dispositions en cas de blocage

20. Blocage avant l'expiration de la période d'incessibilité. Si le Conseil d'Administration ou les Actionnaires ne parviennent pas à adopter des résolutions qui leur ont été soumises au moins à deux reprises, du fait que les conditions de majorité requises n'ont pas été obtenues (une "Situation de Blocage"), cette Situation de Blocage sera résolue conformément à toute convention ou pacte en relation avec la Société dans lequel les Actionnaires pourraient être parties de temps à autre.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

21. Année sociale.

21.1 L'année sociale de la Société commence le premier janvier et finit le dernier jour de décembre de chaque année, sauf pour la première année sociale qui commence au jour de la constitution de la Société et qui se terminera au 31 décembre 2014.

21.2 Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale annuelle des Actionnaires, aux commissaires qui commenteront ces documents dans leur rapport.

22. Droit de distribution des actions.

22.1 Chaque année, sur les profits annuels nets déterminés conformément aux dispositions légales et principes comptables applicables, cinq pour cent (5%) seront déduits et placés sur un compte de réserve légale. Cette déduction cesse d'être obligatoire quand une telle réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

22.2 Dans la mesure où des fonds sont disponibles au niveau de la Société pour la distribution et dans la mesure permise par la Loi de 1915 et par ces Statuts, le Conseil d'Administration proposera que l'argent disponible soit distribué. La décision de distribuer le Montant Disponible et la détermination du montant d'une telle distribution sera prise par les Actionnaires détenant au moins les deux tiers du capital social de la Société et conformément aux dispositions suivantes:

a. Premièrement, les détenteurs de Actions de Catégorie A auront le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,25% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Les détenteurs de Actions de Catégorie B auront le droit de recevoir, pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,30% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Les détenteurs de Actions de Catégorie C auront le droit de recevoir, pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,35% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Les détenteurs de Actions de Catégorie D auront le droit de recevoir, pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,40% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Les détenteurs de Actions de Catégorie E auront le droit de recevoir, pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,45% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Les détenteurs de Actions de Catégorie F auront le droit de recevoir, pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,50% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Les détenteurs de Actions de Catégorie G auront le droit de recevoir, pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,55% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Les détenteurs de Actions de Catégorie H auront le droit de recevoir, pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,60% de la valeur nominale des Actions émises par la Société. Les détenteurs de Actions de Catégorie I auront le droit de recevoir, pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,65% de la valeur nominale des Actions émises par la Société.

Afin d'éviter tout doute, les paiements à réaliser sous (a) doivent se faire sur une base pari passu entre tous les détenteurs de Catégories d'Actions.

b. Après la distribution définie en (a) ci-dessus, tout Montant Disponible pour distribution dans la Société, s'il y en a, sera payé aux détenteurs de Actions de Catégorie J (ou si les Actions de Catégorie J ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Actions de Catégorie I; ou si les Actions de Catégorie I ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Actions de Catégorie H; ou si les Actions de Catégorie H ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Actions de Catégorie G; ou si les Actions de Catégorie G ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Actions de Catégorie F; ou si les Actions de Catégorie F ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Actions de Catégorie E; ou si les Actions de Catégorie E ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Actions de Catégorie D; ou si les Actions de Catégorie D ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Actions de Catégorie C; ou si les Actions de Catégorie C ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Actions de Catégorie B; ou si les Actions de Catégorie B ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Actions de Catégorie A).

Afin d'éviter tout doute, les paiements à réaliser sous (b) doivent se faire sur une base pari passu entre les détenteurs des Catégories d'Actions concernées.

Afin d'éviter tout doute, la simple existence d'un Montant Disponible n'établit pas l'existence d'un droit pour les Actionnaires à sa distribution étant donné que, en conformité avec les dispositions mentionnées ci-dessus, une telle distribution (et la détermination de son montant) est sujette à l'approbation préalable des Actionnaires.

22.3 Malgré les dispositions précédentes, l'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) Actionnaire(s) avant la fin de l'exercice social, conformément aux dispositions de la Loi de 1915.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

23. Dissolution, Liquidation.

23.1 La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des Actionnaires, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

23.2 Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des Actionnaires.

Titre VIII. - Loi applicable

24. Loi applicable. La Loi de 1915 trouvera à s'appliquer partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

25. Définition.

Affilié	Signifie toute entité qui directement ou indirectement contrôle ou est contrôlée par, ou est sous le contrôle commun avec, un Actionnaire ou son general partner. Pour les besoins de cette définition, il y aura "contrôle" lorsqu'une entité a le droit d'exercer 50% ou plus des droits de vote directs ou indirects dans une autre entité.
Comptes Intérimaires	signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires appropriée.
Date des Comptes Intérimaires	signifie la date pas avant huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la Catégorie d'Actions appropriée.
Montant d'Annulation Total	signifie le montant déterminé par le Conseil d'Administration et approuvé par les Actionnaires sur base de Comptes Intérimaires correspondants. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des Catégories J, I, H, G, F, E, D, C, B et A d'Actions sera le Montant Disponible de la Catégorie correspondante au moment de l'annulation de cette Catégorie appropriée sauf en cas de décision contraire des Actionnaires prise de la manière prévue pour la modification des Statuts pour autant, cependant, que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible.

Montant Disponible	<p>signifie le total des bénéfices nets de la Société (incluant les profits reportés) accru par (i) toute prime d'émission disponible et d'autres réserves disponibles telles que réservées en accord avec l'article 5.2 des présents Statuts et (ii) selon le cas par le montant de la réduction de capital social et de la réduction de la réserve légale touchant à la Catégorie d'Actions devant être annulés, dans la mesure où ce montant constitue un montant disponible, mais réduit par (i) toutes pertes (pertes reportées incluses) et (ii) toutes sommes devant être placées dans une réserve(s) conformément aux exigences de la Loi de 1915 ou de ces Statuts, chaque fois comme exposé dans les Comptes Intérimaires concernés (afin d'éviter tout doute, sans quelconque double calcul), prenant en considération l'article 22.2 des Statuts, pour que:</p> <p>AA = (NP + P + CR) - (L + LR) Par lequel: AA = le Montant Disponible NP = bénéfices nets (incluant des profits reportés) P = toute prime d'émission librement distribuable et autres réserves librement distribuables CR = le montant de la réduction de capital et de la réduction de la réserve légale touchant à la Catégorie d'Actions devant être annulée L = pertes (pertes reportées incluses) LR = toutes sommes devant être placées dans des réserves conformément aux exigences de la Loi de 1915 ou des Statuts.</p>
Valeur d'Annulation par Action	<p>sera calculé en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre d'Actions émises dans la Catégorie d'Actions devant être rachetées et annulées.</p>

Souscription - Payment

Les statuts ayant été établis, les parties comparantes déclarent souscrire à l'ensemble du capital tel qu'il suit:

Resource Eastern European Equity Partners I-A, L.P.:

- a. quatre cent cinquante-six (456) Actions de Catégorie A
- b. quatre cent cinquante-six (456) Actions de Catégorie B
- c. quatre cent cinquante-six (456) Actions de Catégorie C
- d. quatre cent cinquante-six (456) Actions de Catégorie D
- e. quatre cent cinquante-six (456) Actions de Catégorie E
- f. quatre cent cinquante-six (456) Actions de Catégorie F
- g. quatre cent cinquante-six (456) Actions de Catégorie G
- h. quatre cent cinquante-six (456) Actions de Catégorie H
- i. quatre cent cinquante-six (456) Actions de Catégorie I
- j. quatre cent cinquante-six (456) Actions de Catégorie J

Resource Eastern European Equity Partners I, L.P.

- a. mille quatre-vingt-quatorze (1,094) Actions de Catégorie A
- b. mille quatre-vingt-quatorze (1,094) Actions de Catégorie B
- c. mille quatre-vingt-quatorze (1,094) Actions de Catégorie C
- d. mille quatre-vingt-quatorze (1,094) Actions de Catégorie D
- e. mille quatre-vingt-quatorze (1,094) Actions de Catégorie E
- f. mille quatre-vingt-quatorze (1,094) Actions de Catégorie F
- g. mille quatre-vingt-quatorze (1,094) Actions de Catégorie G
- h. mille quatre-vingt-quatorze (1,094) Actions de Catégorie H
- i. mille quatre-vingt-quatorze (1,094) Actions de Catégorie I
- j. mille quatre-vingt-quatorze (1,094) Actions de Catégorie J

AXA Central and Eastern Europe Fund L.P.

- a. mille cinq cent cinquante (1,550) Actions de Catégorie A
- b. mille cinq cent cinquante (1,550) Actions de Catégorie B
- c. mille cinq cent cinquante (1,550) Actions de Catégorie C
- d. mille cinq cent cinquante (1,550) Actions de Catégorie D
- e. mille cinq cent cinquante (1,550) Actions de Catégorie E
- f. mille cinq cent cinquante (1,550) Actions de Catégorie F
- g. mille cinq cent cinquante (1,550) Actions de Catégorie G

h. mille cinq cent cinquante (1,550) Actions de Catégorie H

i. mille cinq cent cinquante (1,550) Actions de Catégorie I

j. mille cinq cent cinquante (1,550) Actions de Catégorie J

Total:

a. trois mille cent (3,100) Actions de Catégorie A

b. trois mille cent (3,100) Actions de Catégorie B

c. trois mille cent (3,100) Actions de Catégorie C

d. trois mille cent (3,100) Actions de Catégorie D

e. trois mille cent (3,100) Actions de Catégorie E

f. trois mille cent (3,100) Actions de Catégorie F

g. trois mille cent (3,100) Actions de Catégorie G

h. trois mille cent (3,100) Actions de Catégorie H

i. trois mille cent (3,100) Actions de Catégorie I

j. trois mille cent (3,100) Actions de Catégorie J

Toutes les actions ont été libérées par voie d'un paiement en numéraire, de telle sorte que le montant de EUR 31.000 (trente et un mille Euros) est maintenant à la disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi de 1915, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge en raison de son organisation, est évalué approximativement à [-] euros.

Assemblée Générale Extraordinaire

Les personnes susmentionnées, représentant la totalité du capital social souscrit, ont adopté les résolutions suivantes:

1. Le nombre d'administrateurs est fixé à quatre (4).

2. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs de catégorie A:

- M. Marton Hunek, administrateur, né le 18 avril 1974 à Budapest, Hongrie, avec adresse professionnelle sise au 20, Place Vendôme, 75001 Paris, France.

- M. Ian Kent, administrateur, né le 3 Décembre 1976, à Birmingham, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle sise au 47, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

3. Les personnes suivantes sont nommées administrateurs de catégorie B:

- M. James Bermingham, employé privé, né le 19 décembre 1972 à Sheffield, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle sise au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg.

- Mme Anke Jager, employée privée, née le 22 avril 1968 à Salzgitter (Allemagne), avec adresse professionnelle sise au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg.

4. Ernst & Young Luxembourg, ayant son siège social sis au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Luxembourg, enregistré auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 88019, est nommé commissaire aux comptes.

5. Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes expireront après l'assemblée générale annuelle des actionnaires devant se tenir en 2019.

6. Le siège social de la Société est établi au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, commune de Niederanven Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, au jour fixé au début de ce document.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne présente, qui est connue du notaire par son nom, prénom, statut civil et sa résidence elle a signé, ensemble avec le notaire, le présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne présente, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2013. Relation: LAC/2013/59248. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg, le 3 janvier 2014.

Référence de publication: 2014003209/918.

(140002254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2014.

**Highgate Finance & Holding S.A., Société Anonyme,
(anc. Highgate Finance & Holding S.A. - SPF).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 30.438.

L'an deux mille treize, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "HIGHGATE FINANCE & HOLDING S.A. - SPF", établie et ayant son siège social à Luxembourg, 12 Rue Eugène Ruppert, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 30.438, constituée suivant acte notarié du 18 avril 1989, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 255 en 1989. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date 19 juillet 2013, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1971 du 22 septembre 2013.

Le capital social est fixé à quatre millions neuf cent cinquante-sept mille huit cent soixante-dix euros et cinquante cents (EUR 4.957.870,50), représenté par cent vingt-cinq (125) action A sans désignation de valeur nominale et dix-neuf mille huit cent soixante-quinze (19.875) actions B rachetables, telles que visées par l'article 49-8 de la loi sur les sociétés commerciales.

La séance est présidée par Madame Frédérique Mignon, demeurant professionnellement L -2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

qui désigne comme secrétaire Monsieur Alain GEURTS, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alain GEURTS, prénommé.

Le bureau étant ainsi constitué Monsieur le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. Réduction du capital social de la Société à concurrence d'un montant de cinq cent mille euros (EUR 500.000) pour le porter de son montant actuel de quatre millions neuf cent cinquante-sept mille huit cent soixante-dix euros et cinquante cents (EUR 4.957.870,50) au montant de quatre millions quatre cent cinquante-sept mille huit cent soixante-dix euros et cinquante cents (EUR 4.457.870,50) sans annulation d'actions, par remboursement aux actionnaires proportionnellement à leur participation dans le capital de la société.

2. Ajout de l'alinéa suivant à la fin de l'article 3 des statuts:

«La prime d'émission est dès son origine comptabilisée à un compte distinct. Ce compte constitue, comme le capital la garantie des tiers et ne peut être réduite ou supprimée que par une nouvelle résolution de l'assemblée générale, délibérant dans les formes requises pour les modifications des statuts.»

3. Ajout de l'alinéa suivant après le deuxième alinéa de l'article 10 des statuts:

«L'assemblée générale a le droit d'apporter des modifications aux statuts.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer et statuer sur les modifications aux statuts que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation, et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la deuxième assemblée délibérera valablement, quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix, valablement représentées à l'assemblée générale.

Toute réduction du capital social ou remboursement de la prime d'émission ne peut être décidée que par l'assemblée générale dans les conditions requises pour les modifications aux statuts moyennant le traitement égal des actionnaires qui se trouvent dans des conditions identiques. Les convocations à l'assemblée générale indiquent la manière dont la réduction proposée sera opérée ainsi que le but de cette réduction.

Sans préjudice de dispositions légales plus strictes, aucun remboursement ou paiement aux actionnaires ne pourra être effectué avant l'expiration d'un délai de deux mois suivant la décision de réduction de capital où, le cas échéant la publication de cette décision.»

4. Ajout d'un article 10bis et d'un article 10ter dans les statuts de la Société;

5. Suppression du statut de société de gestion du patrimoine familial («SPF») de la Société;

6. Changement de la dénomination de la société de «HIGHGATE FINANCE & HOLDING S.A., SPF» en «HIGHGATE FINANCE & HOLDING S.A.»;

7. Modification des articles 1, alinéa premier; 2; 3; 10 et 11 des statuts de la Société;

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste de présence, après avoir été signée par les membres du bureau et ne varietur par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui. Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social de la Société à concurrence d'un montant de cinq cent mille euros (EUR 500.000), pour le porter de son montant actuel de quatre millions neuf cent cinquante-sept mille huit cent soixante-dix euros et cinquante cents (EUR 4.957.870,50) au montant de quatre millions quatre cent cinquante-sept mille huit cent soixante-dix euros et cinquante cents (EUR 4.457.870,50) sans annulation d'actions, par remboursement aux actionnaires proportionnellement à leur participation dans le capital de la société.

Sans préjudice de dispositions légales plus strictes, l'assemblée générale décide que ce remboursement ne pourra être effectué avant l'expiration d'un délai de deux mois suivant la publication de la décision de réduction.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'ajouter l'alinéa suivant à la fin de l'article 3 des statuts:

«La prime d'émission est dès son origine comptabilisée à un compte distinct. Ce compte constitue, comme le capital la garantie des tiers et ne peut être réduite ou supprimée que par une nouvelle résolution de l'assemblée générale, délibérant dans les formes requises pour les modifications des statuts.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'ajouter l'alinéa suivant après le deuxième alinéa de l'article 10 des statuts:

«L'assemblée générale a le droit d'apporter des modifications aux statuts.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer et statuer sur les modifications aux statuts que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation, et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la deuxième assemblée délibérera valablement, quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix, valablement représentées à l'assemblée générale.

Toute réduction du capital social ou remboursement de la prime d'émission ne peut être décidée que par l'assemblée générale dans les conditions requises pour les modifications aux statuts moyennant le traitement égal des actionnaires qui se trouvent dans des conditions identiques. Les convocations à l'assemblée générale indiquent la manière dont la réduction proposée sera opérée ainsi que le but de cette réduction.

Sans préjudice de dispositions légales plus strictes, aucun remboursement ou paiement aux actionnaires ne pourra être effectué avant l'expiration d'un délai de deux mois suivant la publication de la décision de réduction.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'ajouter un article 10bis et un article 10ter dans les statuts de la Société, qui auront la teneur suivante:

« **Art. 10bis. Alinéa 1^{er}** . L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Alinéa 2. Toutes les actions donnent droit à la même participation dans le bénéfice annuel net de la Société.

Cependant, pour la période du 19 décembre 2013 au 31 décembre 2023, en cas de distribution du bénéfice annuel net, les détenteurs des actions portant les numéros 1 à 412 et 1.414 à 20.000 auront uniquement droit, prioritairement à toute distribution de bénéfice, au paiement d'un montant annuel (ci-après, «Dividende Préférentiel» ou «Dividendes Préférentiels») correspondant à la somme des deux composantes suivantes:

- Composante 1:

90% du bénéfice net positif réalisé par la Société sur la cession d'actions pendant l'exercice.

Le bénéfice net s'entend pour un exercice donné comme la somme des plus et moins-values sur les actions détenues par la Société réalisées au cours de l'exercice suite à tout acte de disposition par la Société ainsi qu'au rachat d'actions propres par toute société dont les titres sont détenus ou à la liquidation de celle-ci.

Les plus- et moins-values réalisées se déterminent en prenant la différence entre le prix d'achat et le prix de cession.

Si au cours d'un exercice le résultat découlant de la cession d'actions est négatif, cette première composante du Dividende Préférentiel ne sera calculée comme décrit ci-avant qu'après apurement de la perte par des plus-values positives.

- Composante 2:

3,7% ou, s'il est inférieur, le taux moyen belge des obligations linéaires à 10 ans du troisième trimestre de l'année qui précède l'exercice concerné augmenté de 0,7% (zéro virgule sept pourcents), appliqué au montant du capital social et de la prime d'émission, si elle existe, représenté par les actions portant les numéros 1 à 412 et 1.414 à 20.000, augmenté (i) de la proportion des réserves et bénéfices reportés de la Société existants et comptabilisés comme tels à la date du 19 décembre 2013 auxquels ces actions donneraient droit en cas de distribution, aussi longtemps que ces montants seront comptabilisés comme tels au bilan et (ii) du montant total des Dividendes Préférentiels non distribués, pour autant qu'ils soient reflétés dans les fonds propres comptables de la Société.

Si un exercice a une durée supérieure ou inférieure à douze mois, le pourcentage déterminé comme décrit ci-avant, est multiplié par une fraction dont le numérateur est égal au nombre de jours total de l'exercice et le dénominateur est égal à trois cent soixante-cinq.

Cette deuxième composante du Dividende Préférentiel est toutefois plafonnée au rendement net des valeurs mobilières et avoirs en banque détenus par la Société.

Alinéa 3. Dans l'hypothèse où les Dividendes Préférentiels n'auraient pas été entièrement distribués, ceux-ci seront reportés aux années comptables ultérieures, et se cumuleront jusqu'à ce que l'assemblée générale décide de leur distribution complète.

Alinéa 4. Les bénéfices annuels réalisés au cours de la période du 19 décembre 2013 au 31 décembre 2023 et qui excèderaient le montant du Dividende Préférentiel seront uniquement attribuables aux détenteurs d'actions portant les numéros 413 à 1.413, tant en cas de distribution qu'en cas de liquidation.

Alinéa 5. Avant le 31 décembre 2023, l'assemblée générale devra être convoquée avec pour ordre du jour de décider:

(i) Soit la reconduction du droit au Dividende Préférentiel des actions portant les numéros 1 à 412 et 1.414 à 20.000 pour une seconde période de dix ans, auquel cas toute référence à la date du 31 décembre 2023 dans les présents statuts serait à lire comme étant la date du 31 décembre 2033.

(ii) Soit le rachat des actions portant les numéros 1 à 412 et 1.414 à 20.000 pour un prix correspondant au montant du capital social représenté par ces actions et de la prime d'émission, si elle existe, augmenté (i) de la proportion des réserves et bénéfices reportés de la Société existants et comptabilisés comme tels à la date du 19 décembre 2013 auxquels ces actions donneraient droit en cas de distribution, aussi longtemps que ces montants seront comptabilisés comme tels au bilan et (ii) des Dividendes Préférentiels accumulés et non entièrement payés qui leur seraient encore dus

La décision de cette assemblée générale devra être prise aux conditions de présence et de majorité requises pour la modification des statuts.

A défaut de décision, le droit au Dividende Préférentiel des actions portant les numéros 1 à 412 et 1.414 à 20.000 sera automatiquement éteint à compter du 1^{er} janvier 2024. En toute hypothèse, ces dernières conserveront toujours leurs droits acquis relatifs aux Dividendes Préférentiels non distribués.

Alinéa 6. Dans le cas d'actions partiellement libérées, les dividendes seront payables proportionnellement au montant libéré de ces actions.

Alinéa 7. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra sous l'observation des règles y relatives et recueillant les approbations éventuellement nécessaires en vertu de la loi, verser des acomptes sur dividende.

Art. 10ter. La Société pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Pour la période du 19 décembre 2013 au 31 décembre 2023, en cas de liquidation de la Société, les détenteurs des actions portant les numéros 1 à 412 et 1.414 à 20.000 auront un droit prioritaire au remboursement (i) du capital social représenté par les actions qu'ils détiennent et de la prime d'émission, si elle existe, (ii) de la proportion de réserves et bénéfices reportés existants et comptabilisés comme tels à la date du 19 décembre 2013 auxquels ces actions donneraient droit en cas de distribution, aussi longtemps que ces montants seront comptabilisés comme tels au bilan et (iii) des Dividendes Préférentiels accumulés et non entièrement payés qui leur seraient encore dus. Durant cette période, tout autre montant disponible résultant de la liquidation de la Société sera alors distribué aux seuls détenteurs d'actions portant les numéros 413 à 1.413.

A l'issue de cette période, le boni de liquidation sera distribué aux actionnaires proportionnellement à leur participation dans le capital de la Société, dans le respect toutefois de l'alinéa 4. Toutefois, les Dividendes Préférentiels resteront en toute hypothèse à payer en priorité aux détenteurs des actions portant les numéros 1 à 412 et 1.414 à 20.000»

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer le statut de société de gestion du patrimoine familial («SPF») de la Société.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination de la société de «HIGHGATE FINANCE & HOLDING S.A., SPF» en «HIGHGATE FINANCE & HOLDING S.A.».

Septième résolution

L'assemblée générale décide de modifier comme suit les les statuts de la société:

1. L'article 1, premier alinéa aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 1^{er} . premier alinéa.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de «HIGHGATE FINANCE & HOLDING S.A.»»

2. L'article 2 aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 2. La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte.

La Société a en outre pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères.

Elle peut accorder des prêts de toutes formes, avec ou sans intérêt, procéder à l'émission d'obligations le cas échéant convertibles, et accorder des avances et garanties aux sociétés dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent.

3. L'article 3, alinéa premier aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 3. Le capital social est fixé à quatre millions quatre cent cinquante-sept mille huit cent soixante-dix euros et cinquante cents (EUR 4.457.870,50) représenté par cent vingt-cinq (125) actions A sans désignation de valeur nominale et dix-neuf mille huit cent soixante-quinze (19.875) actions B rachetables, telles que visées par l'article 49-8 de la loi sur les sociétés commerciales.

4. Il est ajouté l'alinéa suivant à la fin de l'article 3:

Art. 3. dernier alinéa. La prime d'émission est dès son origine comptabilisée à un compte distinct. Ce compte constitue, comme le capital la garantie des tiers et ne peut être réduite ou supprimée que par une nouvelle résolution de l'assemblée générale, délibérant dans les formes requises pour les modifications des statuts.

5. L'alinéa suivant est inséré après le deuxième alinéa de l'article 10:

Art. 10. alinéa 3. L'assemblée générale a le droit d'apporter des modifications aux statuts.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer et statuer sur les modifications aux statuts que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation, et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la deuxième assemblée délibérera valablement, quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents.

Aucune modification n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix, valablement représentées à l'assemblée générale.

Toute réduction du capital social ou remboursement de la prime d'émission ne peut être décidée que par l'assemblée générale dans les conditions requises pour les modifications aux statuts moyennant le traitement égal des actionnaires qui se trouvent dans des conditions identiques. Les convocations à l'assemblée générale indiquent la manière dont la réduction proposée sera opérée ainsi que le but de cette réduction.

Sans préjudice des dispositions légales plus strictes, aucun remboursement ou paiement aux actionnaires ne pourra être effectué avant l'expiration d'un délai de deux mois suivant la décision de réduction de capital ou, le cas échéant la publication de cette décision.

6. L'article 11 aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 11. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales trouvera application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Monsieur le Président lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. MIGNON, A. GEURTS, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 23 décembre 2013. Relation: EAC/2013/17193. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014007664/224.

(140008228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2014.

Sanasa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 151.102.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires réunie au Luxembourg, le 8 janvier 2014 à 14.00 heures.

Première résolution

Acceptation de la démission des administrateurs:

Hans DE GRAAF, administrateur de catégorie A, Président ayant pour adresse professionnelle 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L -1331 Luxembourg.

Katia CAMBON, administrateur de catégorie B, ayant pour adresse professionnelle 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L -1331 Luxembourg.

Virginie GUILLAUME, administrateur de catégorie B, ayant pour adresse professionnelle 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg.

Deuxième résolution

Nomination en remplacement des administrateurs:

Xavier SOULARD, administrateur de catégorie A, Président ayant pour adresse professionnelle 24, rue Astrid L-1143 Luxembourg.

André WILWERT, administrateur de catégorie B, ayant pour adresse professionnelle 24, rue Astrid L-1143 Luxembourg.

Patrick WILWERT, administrateur de catégorie B, ayant pour adresse professionnelle 24, rue Astrid L-1143 Luxembourg.

Le mandat des nouveaux administrateurs prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de l'an 2015

Troisième résolution

Acceptation de la démission du Commissaire aux Comptes:

COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58545 ayant pour adresse professionnelle 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-1331 Luxembourg.

Quatrième résolution

Nomination en remplacement du Commissaire aux Comptes FIDUCIARY TUCCI & PARTNERS S.A., RCS Luxembourg B 177770, 7b, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Le mandat du nouveau commissaire aux comptes prendra fin à l'Assemblée Générale Ordinaire statutaire de l'an 2015.

Cinquième résolution

Décision de transférer le siège social de la société du L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte au L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014008801/41.

(140008863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Partners Group Listed Investments SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 143.187.

—
In the year two thousand and fourteen, on the thirty-first of January.

Before us Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri HEL-LINCKX, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

Was held:

an extraordinary general meeting of the shareholders of "PARTNERS GROUP LISTED INVESTMENTS SICAV" a société d'investissement à capital variable, with registered office at Strassen, incorporated by a notarial deed on November 25, 2008, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C dated December 19, 2008, number 2991. The Articles of Incorporation have been amended for the last time by a notarial deed on November 15, 2011, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C dated December 5, 2011, number 2970.

The meeting is opened with Mrs Ursula Berg, bank employee, residing professionally in Strassen, in the chair.

The Chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Mrs Britta Riepe, bank employee, residing professionally in Strassen.

The chairman then declared and requested the notary to declare the following:

I.- That the present extraordinary general meeting has been convened by notices containing the agenda published:

- in the Mémorial, Recueil Spécial C, the Tageblatt and the Luxemburger Wort on December 31, 2013 and on January 15, 2014,

- in the Schweizerisches Handelsamtsblatt, Finansavisen, Het Financieelle Dagblad, The Independent, Dagens Industri, Helsingin Sanomat Oy, and Berlingske Tidende on December 30, 2013 and on January 15, 2014.

II.- That the agenda of the present meeting is the following:

Agenda:

1. Decision to amend Article 2 of the Articles of Association of the Company (the "Articles") dealing with the registered office of the Company (transfer of the registered office of the Company from Luxembourg-Strassen to Luxembourg City);

2. Decision to amend Article 4 of the Articles describing the general investment principles and restrictions;

3. Decision to amend Article 24 of the Articles concerning the frequency and the convening of meetings of the Board of Directors of the Company;

4. Decision to amend Article 25 of the Articles concerning the meetings of the Board of Directors of the Company;

5. Acknowledgement of the resignation of Mr Nikolaus Rummler as a member of the Board of Directors of the Company;

6. Acknowledgement of the resignation of Mr Loris Di Vora as a member of the Board of Directors of the Company;

7. Appointment of Mr Oliver Schütz as a member of the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting to be held in 2014;

8. Appointment of Mr Jean-Paul Gennari as a member of the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting to be held in 2014.

The amendments are effective as of 1 February 2014.

A draft of the new Articles of Associations is available from the investment company.

III.- That the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

IV.- It appears from the attendance list, that out of 4,948,650 shares in circulation, 123,001 shares are represented at the present extraordinary general meeting.

The Chairman informs the meeting that a first extraordinary general meeting had been convened with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated hereabove, for December 30, 2013 and that the quorum requirements for voting the items of the agenda had not been attained.

In accordance with article 67-1 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, the present meeting may thus deliberate validly no matter how many shares are present or represented.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting took the following resolutions by unanimous vote:

All resolutions become effective on February 1, 2014.

First resolution

The meeting resolves to transfer the registered office from Strassen to L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet and to amend Article 2 of the Articles of Incorporation accordingly.

Second resolution

The meeting resolves to amend Article 4 of the Articles describing the general investment principles and restrictions.

Third resolution

The meeting resolves to amend Article 24 of the Articles concerning the frequency and the convening of meetings of the Board of Directors of the Company.

Fourth resolution

The meeting resolves to amend Article 25 of the Articles concerning the meetings of the Board of Directors of the Company.

The articles of incorporation of the Company (the “Articles”) are in English only (according to the draft of Articles made available to the shareholders), so that they will read as follows:

I. Name, registered office and purpose of the Investment Company

Art. 1. Name. An Investment Company in the form of a company limited by shares shall herewith be formed as a “Société d’investissement à capital variable” under the name Partners Group Listed Investments SICAV (“Investment Company”). The Investment Company is an umbrella company that shall contain several sub-funds (“sub-funds”).

Art. 2. Registered office. The registered office is in Luxembourg-City in the Grand Duchy of Luxembourg.

On the basis of a decision by the Board of Directors of the Investment Company (“Board of Directors”), the registered office of the Investment Company may be relocated to another place within the district of Luxembourg-City. Furthermore, the Investment Company may set up branches and other offices in other locations both within the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

In the event of an existing or the impending threat of a political or military nature or any other emergency brought about by force majeure outside the control, responsibility and sphere of influence of the Investment Company and if this situation has a detrimental impact on the daily business of the company or influences transactions between the location of the registered office of the company and other locations abroad, the Board of Directors shall be entitled by way of majority decision to temporarily relocate the registered office of the Investment Company abroad for the purpose of re-establishing normal business relations. However, in this case the Investment Company shall retain the Luxembourg nationality.

Art. 3. Purpose.

1. The exclusive purpose of the Investment Company is the investment in securities and/or other permissible assets in accordance with the principle of risk diversification pursuant to Part I of the Law of the Grand Duchy of Luxembourg dated 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (“Law of 17 December 2010”), with the aim of achieving a reasonable performance to the benefit of the shareholders by following a specific investment policy.

2. Taking into consideration the principles set out in the Law dated 17. December 2010 and the Law dated 10 August 1915 concerning commercial companies (including subsequent amendments and supplements) (“Law of 10 August 1915”), the Investment Company may carry out all transactions that are necessary or beneficial for the fulfilment of the Company’s purpose.

Art. 4. General investment principles and restrictions.

1. The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each sub-fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Investment Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

2. Within those restrictions, the Board of Directors may decide that investments be made in:

- a) securities and money market instruments;
- b) shares or units of other UCI, including shares or units of a master fund qualified as a UCITS;
- c) deposits with credit institutions, which are repayable on demand or have the right to be withdrawn and which are maturing in no more than twelve (12) months;
- d) financial derivative instruments; and
- e) shares issued by one or several other sub-funds of the Investment Company, under the conditions provided for by the UCI Law.

3. The investment policy of the Investment Company may replicate the composition of an index of securities or debt securities recognized by the Luxembourg supervisory authority.

4. The Investment Company may in particular purchase the above mentioned assets on any Regulated Market of a state of Europe, being or not a member state of the European Union (“Member State”), a state of America, Africa, Asia, Australia or Oceania.

5. The Investment Company may also invest in recently issued securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a regulated market and that such admission be secured within one year of issue.

6. In accordance with the principle of risk spreading, the Investment Company is authorised to invest up to 100% of the net assets attributable to each sub-fund in securities or money market instruments issued or guaranteed by a Member State, its local authorities, another member state of the OECD, such non-member state(s) of the OECD as set out in the sales prospectus (the “Sales Prospectus”), or public international bodies of which one or more Member States are members being provided that if the Investment Company uses the possibility described above, it shall hold, on behalf of each relevant sub-fund, securities belonging to six different issues at least. The securities belonging to one issue cannot exceed 30% of the total net assets attributable to that sub-fund.

7. The Board of Directors, acting in the best interest of the Investment Company, may decide, in the manner described in the Sales Prospectus, that (i) all or part of the assets of the Investment Company or of any sub-fund of the Investment Company be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds; or that (ii) all or part of the assets of two or more sub-funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

8. Investments of each sub-fund of the Investment Company may be made either directly or indirectly through wholly-owned subsidiaries, as the Board of Directors may from time to time decide and as described in the Sales Prospectus. Reference in these Articles to “investments” and “assets” shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

9. The investment Company is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to securities and money market instruments provided that such techniques and instruments may be used for hedging purposes, for the purpose of efficient portfolio management or for investment purposes and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

II. Duration, merger and liquidation of the Investment Company or of one or several sub-funds

Art. 5. Duration of the Investment Company. The Investment Company has been set up for an indefinite period.

Art. 6. Merger of the Investment Company or of one or several sub-funds.

1. The Investment Company may determine on the basis of a resolution of the general meeting that the Investment Company shall be transferred to another UCITS managed by the same Management Company or managed by another management company in accordance with the following conditions.

The general meeting also votes on the general merger plan. The decisions of the general meeting concerning a merger require at least a simple majority of the votes of those shareholders present or represented. In the case of mergers whereby the investment company taken over ceases to exist as a result of the merger, the effectiveness of the merger must be contained in a notarised deed.

2. A sub-fund of the Investment Company may, pursuant to a decision of the Board of Directors of the Investment Company, be merged into another sub-fund of the Investment Company or another UCITS or a sub-fund of another UCITS.

In cases in which a sub-fund is merged with a sub-fund of a fonds commun de placement, this decision shall only be binding on those shareholders who have expressed their agreement to the merger.

3. The mergers stated in points 1 and 2 above may be decided in particular in the following cases:

- in so far as the net fund assets or net assets of the sub-fund on a valuation day have fallen below an amount which appears to be a minimum amount for the purpose of managing the Fund or sub-fund in a manner which makes commercial sense. The Management Company has set this amount at EUR 5 million.

- If, due to a significant change in the economic or political climate or for reasons of economic profitability, it does not appear to make economic sense to manage the Fund or sub-fund.

4. The Board of Directors of the Investment Company may decide to absorb another fund or sub-fund managed by the same or by another management company into the Investment Company or another sub-fund of the Investment Company.

5. Mergers are possible between two Luxembourg funds or sub-funds (domestic merger) or between funds or sub-funds that are based in two different Member States (cross-border merger).

6. A merger may only be implemented if the investment policy of the Investment Company or fund/sub-fund to be absorbed does not contradict the investment policy of the absorbing UCITS.

7. The merger is carried out in the form of the dissolution of the fund or sub-fund to be merged and at the same time the takeover of all assets by the acquiring fund or sub-fund. Investors in the acquired fund shall receive units of the acquiring fund, the number of which shall be based on the net asset ratio of the respective fund at the time of the merger and, where applicable, with a settlement for fractions.

8. Both the absorbing fund or sub-fund and the absorbed fund or sub-fund will inform investors in an appropriate manner of the planned merger via publication in a Luxembourg daily newspaper and as required by the regulations of the respective countries of distribution of the absorbing or absorbed fund or sub-fund.

9. The investors in the absorbing and the absorbed fund or sub-fund have the right, within 30 days and at no additional charge, to request the redemption of all or part of their units at the current net asset value or, if possible, the exchange for units of another fund with a similar investment policy that is managed by the same Management Company or by another company with which the Management Company is linked by common management or control or by a substantial direct or indirect holding. This right becomes effective from the date on which the unitholders of the absorbed and of the absorbing fund have been informed of the planned merger, and it expires five working days before the date of calculation of the conversion ratio.

10. In the case of a merger between two or more funds or sub-funds, the funds or sub-funds in question may temporarily suspend the subscription, redemption or conversion of units if such suspension is justified for reasons of protection of the unitholders.

11. Implementation of the merger will be audited and confirmed by an independent auditor. A copy of the auditor's report will be made available at no charge to the investors in the absorbing and the absorbed fund or sub-fund and the respective supervisory authority.

12. The provisions of points 3-11 above also apply to the merger of two sub-funds with the Investment Company and for the merger of unit classes within the Investment Company.

Art. 7. Liquidation of the Investment Company or of one or several sub-funds.

1. The Investment Company may be liquidated pursuant to a decision of the general meeting. This decision shall be subject to compliance with the legal provisions specified for the amendment of Articles of Association.

However, if the assets of the Investment Company fall to below two-thirds of the minimum capital, the Board of Directors of the Investment Company is required to convene a general meeting and to propose the liquidation of the Investment Company to this meeting. Liquidation shall be approved by a simple majority of shares present and/or represented.

If the assets of the Investment Company fall to below one quarter of the minimum capital, the Board of Directors of the Investment Company is also required to convene a general meeting and to propose the liquidation of the Investment Company to this meeting. Liquidation in this case shall be approved by a majority of 25% of shares present and/or represented at the general meeting.

General meetings will be convened within 40 days of discovery of the fact that the Investment Company's assets have fallen to below two-thirds or one-quarter of the minimum capital.

The decision of the general meeting to liquidate the Investment Company will be published pursuant to the applicable legislative provisions.

On the basis of a decision by the Board of Directors of the Investment Company, a sub-fund of the Investment Company may be liquidated. A liquidation decision may be made in particular in the following cases:

- if the net sub-fund assets on a valuation day have fallen below an amount which is deemed to be a minimum amount for the purpose of managing the sub-fund in a manner which is commercially viable. The Investment Company has set this amount at EUR 5 million.

- if, due to a significant change in the commercial or political environment or for reasons of commercial profitability, it is not deemed to be commercially viable to continue to operate the sub-fund.

2. Unless decided otherwise by the Board of Directors, from the date of the decision on the liquidation of the sub-fund until the date of the conclusion of liquidation, the Investment Company or a sub-fund shall not issue, redeem or exchange any shares in the Investment Company or a sub-fund.

3. Any net liquidation proceeds that are not claimed by investors by the completion of the liquidation process will be forwarded by the Custodian Bank after the completion of the liquidation process to the Caisse des Consignations in the Grand Duchy of Luxembourg on behalf of the entitled shareholders. These sums will be forfeited if they are not claimed within the statutory period.

III. Sub-funds and duration of one or several sub-funds

Art. 8. The sub-funds.

1. The Investment Company consists of one or several sub-funds. The Board of Directors is entitled to launch further sub-funds at any time. In this case the Sales Prospectus shall be amended accordingly.

2. Each of the sub-funds is considered an independent fund with regard to the legal relationships of the shareholders amongst each other. The rights and obligations of the shareholders of a sub-fund are entirely separate to the rights and obligations of shareholders of the other sub-funds. Each individual sub-fund shall only be liable for claims of third parties that relate to that specific sub-fund.

Art. 9. Duration of the individual sub-funds. The sub-funds may be set up for specified or unspecified periods. Details on the duration of each sub-fund are contained in the respective Annexes to the Sales Prospectus.

IV. Capital and shares

Art. 10. Capital. The capital of the Investment Company corresponds at all times to the total of the net sub-fund assets of all the Investment Company's sub-funds ("net assets of the company") pursuant to Article 12 (4) of these Articles of Association, and is represented by fully paid-up shares of no par value.

The initial capital of the Investment Company on formation amounts to EUR 31,000, divided into 310 shares of no par value.

Pursuant to the law of the Grand Duchy of Luxembourg, the minimum capital of the Investment Company must be the equivalent of EUR 1,250,000 and this must be attained within a period of six months after approval of the Investment Company by the Luxembourg supervisory authorities. The basis for this will be the net assets of the company.

Art. 11. Shares.

1. Shares are shares in the respective sub-fund. Shares shall be certificated by share certificates. The shares of the respective sub-fund shall be issued in the certificates and denominations stated in the appendix to the specific sub-fund. Registered shares will be entered into the share register kept for the Investment Company by the registrar and transfer agent. Confirmation of entry of the shares in the share register will be sent to the shareholders to the address specified in the share register. The shareholders shall not be entitled to the physical delivery of share certificates in respect of bearer shares or registered shares.

2. In order to ensure the smooth transfer of shares, an application will be made for the shares to be held in collective custody.

3. All disclosures and notifications by the Investment Company to the shareholders will be sent to the address in the share register. If a shareholder fails to provide such address, the Board of Directors may decide that a corresponding note be entered into the share register. In this case, the shareholder will be treated as if his address were the registered office of the Investment Company until such time the shareholder provides the Investment Company with a different address. Shareholders may amend the address entered into the share register at any time by way of written notification to be sent to the registered office of the registrar and transfer agent or to another address to be specified by the Board of Directors.

4. The Board of Directors is authorised to issue an unlimited number of fully paid-up shares at any time, without the need to grant existing shareholders a preferential right of subscription to newly issued shares.

5. Share certificates will be signed by two members of the Board of Directors or by one member of the Board of Directors and an agent authorised by the Board of Directors to act as signatory.

Signatures of members of the Board of Directors may either be by hand, in printed form or by way of name stamp. An authorised agent must provide a handwritten signature.

6. All shares in a sub-fund fundamentally have the same rights unless the Board of Directors decides to issue different classes of share within the same sub-fund pursuant to the following subparagraph of this Article.

7. The Board of Directors may decide from time to time to have two or more share classes within one sub-fund. The share classes may have different characteristics and rights in terms of the use of income, fee structure or other specific characteristics and rights. From the date of issue, all shares entitle the holder or bearer to participate equally in income, share price gains and liquidation proceeds in their particular share category. If share classes are formed for a particular sub-fund, details of the specific characteristics or rights for each share class are contained in the corresponding Annex to the Sales Prospectus.

Art. 12. Calculation of the net asset value per share.

1. The net assets of the Investment Company are shown in euro (EUR) ("reference currency").

2. The value of a share ("net asset value per share") is denominated in the currency laid down in the relevant Annex to the Sales Prospectus ("sub-fund currency"), unless any other currency is stipulated for any other share classes in the relevant Annex to the Sales Prospectus ("share class currency").

3. The net asset value per share is calculated by the Investment Company or a third party commissioned for this purpose by the Investment Company, under the supervision of the Custodian Bank, on each banking day in Luxembourg with the exception of 24 and 31 December of each year ("valuation day"). The Board of Directors may decide to apply different regulations to individual funds, but the net asset value per share must be calculated at least twice each month.

4. In order to calculate the net asset value per share, the value of the assets of each sub-fund, less the liabilities of each sub-fund ("net sub-fund assets") is determined on each day specified in the relevant Annex ("valuation day") and this is divided by the number of shares in circulation in the respective sub-fund on the valuation day. The Management Company can, however, decide to determine the unit value on the 24 and 31 December of a year without these determinations of value being calculations of the unit value on a valuation day within the meaning of the above clause 1 of this point 4. Consequently, the shareholders may not demand the issue, redemption or exchange of shares on the basis of a net asset value determined on 24 December and/or 31 December of a year.

5. Insofar as information on the situation of the net assets of the company must be specified in the annual or semi-annual reports and/or other financial statistics pursuant to the applicable legislative provisions or in accordance with the

conditions of these Articles of Association, the value of the assets of each sub-fund will be converted to the reference currency.

The net sub-fund assets will be calculated according to the following principles:

a) Securities which are officially listed on a stock exchange are valued at the last available market price. If a security is officially listed on more than one stock exchange, the last available listing on the stock exchange which represents the major market for this security shall apply.

b) Securities not officially listed on a securities exchange but traded on a regulated market will be valued at a price that may not be lower than the bid price and not higher than the offered price at the time of valuation and which the Investment Company deems in good faith to be the best possible price at which the securities can be sold.

c) OTC derivatives shall be evaluated on a daily basis using a method to be determined and validated by the investment company in good faith on the basis of the sale value that is likely attainable and using generally accepted valuation models which can be verified by an auditor.

d) UCITS and UCIs are valued at the most recently established and available redemption price. In the event that the redemption of the investment units is suspended, or no redemption prices are established, these units together with all other assets will be valued at their appropriate market value, as determined in good faith by the Management Company and in accordance with generally accepted valuation standards approved by the auditors.

e) If the respective prices are not fair market prices and if no prices are set for securities other than those listed under paragraphs a) and b), these securities and the other legally permissible assets will be valued at the current trading value, which will be established in good faith by the Investment Company on the basis of the sale value that is in all probability achievable.

f) Liquid funds are valued at their nominal value plus interest.

g) The market value of securities and other investments which are denominated in a currency other than the currency of the relevant sub-fund shall be converted into the currency of the sub-fund at the last mean rate of exchange. Gains and losses from foreign exchange transactions will on each occasion be added or subtracted.

Any distributions paid out to sub-fund shareholders will be deducted from the net assets of the sub-fund.

6. The net asset value per share is calculated separately for each sub-fund pursuant to the aforementioned criteria. However, if there are different share classes within a sub-fund, the net asset value per share will be calculated separately for each share class within this fund pursuant to the aforementioned criteria. The composition and allocation of assets always occurs separately for each sub-fund.

Art. 13. Suspension of the calculation of the net asset value per share.

1. The Investment Company is authorised to temporarily suspend calculation of the net asset value per share if and as long as circumstances exist necessitating the suspension of calculations and if the suspension is in the interests of the shareholders, in particular:

a) when a stock exchange or another regulated market on which a significant number of the assets are quoted or traded is closed for reasons other than a normal statutory or bank holiday or when trading on this stock exchange or regulated market is suspended or restricted;

b) in emergency situations in which the Investment Company cannot freely access of the assets of a sub-fund or in which it is impossible to transfer the transaction value of investment purchases or sales freely or when the net asset value per share cannot be properly calculated.

The issue, redemption and exchange of shares shall also be suspended whilst the calculation of the net asset value per share is temporarily suspended. The temporary suspension of the calculation of the net asset value per share of the shares within a sub-fund shall not lead to the temporary suspension of other sub-funds that are not affected by that event.

2. Shareholders who have placed a subscription, redemption or exchange order shall be immediately informed of the discontinuation of the calculation of the net asset value per share.

3. Subscription, redemption and exchange orders shall be automatically forfeited if the calculation of the net asset value is suspended. The shareholders or potential shareholders will be informed that after the resumption of the calculation of the net asset value the subscription, redemption or exchange orders must be resubmitted.

Art. 14. Issue of shares.

1. Shares are always issued on the initial issue date of a sub-fund or within the initial issue period of a sub-fund at a set initial issue price, plus the front-load fee, in the manner described in the respective sub-fund Annex to the Sales Prospectus. In conjunction with this initial issue amount or this initial issue period, shares will be issued on the valuation day at the issue price. The issue price is the net asset value per share pursuant to Article 14 (4) of the Articles of Association, plus a front-load fee, the maximum amount of which is stated for each sub-fund in the respective Annex to this Sales Prospectus.

The issue price can be increased by fees or other encumbrances in particular countries where the Fund is on sale.

2. Subscription applications for the acquisition of registered shares can be submitted to the Management Company, Custodian Bank, registrar and transfer agent and paying agents. The receiving agents are obliged to immediately forward all complete subscription applications to the registrar and transfer agent. The date of receipt by the registrar and transfer agent ("relevant agent") is decisive. Said agent accepts the subscription applications on behalf of the Investment Company.

Subscription applications for the acquisition of bearer shares are forwarded to the registrar and transfer agent by the entity at which the subscriber holds his investment account. The date of receipt by the registrar and transfer agent (“relevant agent”) is decisive.

Complete subscription applications for the purchase of registered shares received by the relevant agent by the time specified in the Sales Prospectus on a valuation day are allocated at the issue price of the following valuation day, provided the transaction value for the subscribed shares is available. The Investment Company will ensure in all cases that shares will be issued on the basis of a net asset value per share that is previously unknown to the applicant. Nevertheless, if there are grounds to suspect that an applicant is engaging in late trading, the Investment Company or the Management Company may reject the subscription application until the applicant has removed all doubts with regard to his subscription application. Complete subscription applications for the purchase of registered shares received by the relevant agent after the cutoff time specified in the Sales Prospectus for each valuation day are allocated at the issue price of the day after the following valuation day, provided the transaction value for the subscribed shares is available.

If the transaction value of the subscribed shares is not made available to the registrar and transfer agent at the time of receipt of the completed subscription application or if the subscription application is incorrect or incomplete, the subscription application shall be regarded as having been received by the registrar and transfer agent on the date on which the transaction value of the subscribed shares is made available and/or the subscription certificate is submitted properly.

Upon receipt of the issue price by the Custodian Bank, the bearer shares shall be transferred by the Custodian Bank, by order of the Investment Company, to the agent with which the applicant holds his investment account.

The issue price is payable within the number of valuation days specified in the relevant Annex to the sub-fund after the corresponding valuation day in the respective sub-fund currency to the Custodian Bank in Luxembourg.

A subscription application for the purchase of registered shares shall only be deemed complete once it contains the first name(s), surname and address, date of birth and place of birth, occupation and nationality of the applicant, the number of shares to be issued and/or the amount to be invested, the name of the sub-fund and the signature of the applicant. Furthermore, the application should contain information on type, number and issuing office of the official identification documents submitted by the shareholder for the purpose of identification, as well as a statement as to whether the shareholder holds a public office and is classified as a politically exposed person. The receiving agent must confirm the accuracy of the information on the subscription order.

Furthermore, in order for a subscription application to be deemed complete, it must contain a statement confirming that the applicant is commercially entitled to make the investment and receive the issued shares and that the money to be invested by the applicant is not the proceeds of a/several criminal act(s). In addition, the applicant must furnish a copy of the official identification documents or passport used to identify himself. This copy is to contain a statement that should read as follows: “We herewith confirm that the person shown on these identification documents has been identified in person and that this copy of the official identification documents corresponds to the original.”

3. For savings plans, a maximum of one-third of all payments agreed for the first year may be applied to covering costs. The remaining costs are distributed evenly across all later payments.

4. The circumstances under which the issue of shares may be suspended are specified in Article 15 of the Articles of Association.

Art. 15. Restriction and suspension of the issue of shares.

1. The Investment Company may at any time at its discretion and without stating reasons reject a subscription application or temporarily restrict or suspend, or permanently discontinue the issue of shares, or unilaterally decide to buy back shares in return for payment of the redemption price, if this is deemed to be in the interests of the shareholders, in the interest of the public, for the protection of the Investment Company, for the protection of the respective sub-fund or for the protection of the shareholders.

2. In such event, the registrar and transfer agent or the custodian bank shall immediately repay any payments received on subscription orders not already executed.

3. The issue of shares shall be temporarily suspended in particular if the calculation of the net asset value per share is suspended.

4. The Investment Company’s units are not registered in the United States of America (USA) under the United States Securities Act of 1933 and may not therefore be offered or sold in the USA or to US citizens.

For the purpose of this Sales Prospectus, the following categories of person are deemed as US citizens:

- a) persons born in the USA or in a US territory,
- b) persons who have adopted US nationality (or Green Card holders),
- c) persons born to US parents in a territory outside the US,
- d) persons who are resident in the USA for the majority of the time without being a US citizen,
- e) persons married to a person with US nationality, or
- f) persons liable to tax in the USA.

The following are also deemed as US citizens:

- a) companies or corporations founded under the laws of one of the 50 US States or of the District of Columbia,

- b) a company or a partnership that was formed under an Act of Congress,
- c) pension funds that were founded as a US Trust,
- d) companies liable to tax in the USA.

Art. 16. Redemption and exchange of shares.

1. The shareholders are entitled at all times to apply for the redemption of their shares at the net asset value per share, if applicable less a redemption charge (“redemption price”), in accordance with Article 12 (4) of the Articles of Association. Units will only be redeemed on a valuation day. If a redemption fee is payable, the maximum amount of this redemption fee for each sub-fund is contained in the relevant Annex to this Sales Prospectus.

In certain countries the redemption price may be reduced by local taxes and other charges. The corresponding share lapses upon payment of the redemption price.

2. Payment of the redemption price and any other payments to the shareholders shall be made via the Custodian Bank or the paying agents.

The Custodian Bank shall only be required to make a payment, insofar as there are no legal provisions, such as exchange control regulations, or other circumstances beyond the Custodian Bank’s control forbidding the transfer of the redemption price to the country of the applicant.

The Investment Company may repurchase shares unilaterally against payment of the redemption price, insofar as this is in the interests of or in order to protect the shareholders, the Investment Company or one or more sub-funds, particularly in cases where:

- 1. there is a suspicion that the respective shareholder shall, on acquiring the shares, engage in market timing, late trading or other market techniques that could be harmful to all the investors,
 - 2. the investor does not fulfil the conditions to acquire the shares, or
 - 3. the shares are marketed in a country where the respective sub-fund is not permitted to be sold or are acquired by persons (e.g. US citizens) who are not permitted to acquire the shares.
3. The exchange of all or some shares in a sub-fund for shares in another sub-fund shall take place on the basis of the net asset value per share of the relevant sub-fund, taking into account any applicable exchange fee, which is generally set at 1% of the net asset value per share of the shares to be subscribed to, subject to a minimum of the difference between the front-load fee of the sub-fund of the shares to be exchanged and the front-load fee of the sub-fund into whose shares the exchange is made. If it is not possible to exchange shares for specific sub-funds or if no exchange fee is payable, this shall be mentioned in the corresponding Annex of the Sales Prospectus for the sub-fund in question.

If various share classes are offered within a sub-fund, shares of one class may be exchanged for shares of another class within the sub-fund both within the same sub-fund and from one sub-fund into another. No exchange fee is applied if an exchange is made within a single sub-fund.

The Investment Company may reject an application for the exchange of shares within a particular sub-fund or share class, if this is deemed in the interests of the Investment Company or the sub-fund or in the interests of the shareholders, particularly if

- 1. there is a suspicion that the respective shareholder shall, on acquiring the shares, engage in market timing, late trading or other market techniques that could be harmful to all the investors,
 - 2. the investor does not fulfil the conditions to acquire the shares, or
 - 3. the shares are marketed in a country where the respective sub-fund is not permitted to be sold or are acquired by persons (e.g. US citizens) who are not permitted to acquire the shares.
4. Complete applications for the redemption or exchange of registered shares may be submitted to the Management Company or the Investment Company, the Custodian Bank, registrar and transfer agent and the paying agents.

The receiving agents are required to forward the redemption applications or exchange instructions to the Registrar and Transfer Agent immediately. Receipt by the Registrar and Transfer Agent is decisive.

Complete redemption applications or exchange instructions to redeem or convert bearer shares shall be forwarded by the agent with which the shareholder holds his investment account to the registrar and transfer agent. Receipt by the Registrar and Transfer Agent is decisive.

An application for the redemption or exchange of registered shares shall only be deemed complete if it contains the name and address of the shareholder, the number and/or transaction value of the shares to be redeemed and/or exchanged, the name of the sub-fund and the signature of the shareholder.

Complete applications for the redemption and/or exchange of shares received by the cut-off time specified in the Sales Prospectus on a valuation day are settled at the net asset value per share of the following valuation day, less any applicable redemption fees and/or exchange fee. The Investment Company in all cases ensures that shares will be redeemed and/or exchanged on the basis of a net asset value per share that is not known to the shareholder in advance. Complete applications for the redemption and/or exchange of shares received after the cut-off time specified in the Sales Prospectus on a valuation day are settled at the net asset value per share for the valuation day after the following valuation day, less any applicable redemption fees and/or exchange fees.

The redemption price is payable in the respective sub-fund currency within two valuation days of the relevant valuation day. In the case of registered shares, payments are made to the account specified by the shareholder.

Any fractional amounts resulting from the exchange of bearer shares will be paid out by the registrar and transfer agent in cash.

5. The Investment Company is authorised to temporarily suspend the redemption of shares due to the suspension of the calculation of the net asset value.

6. Subject to prior approval by the Custodian Bank and while preserving the interests of the shareholders, the Investment Company is entitled to defer significant volumes of redemptions until corresponding assets of the sub-fund are sold without delay. In this case, the redemption shall occur at the redemption price then valid. The same shall apply to applications to exchange shares. The Investment Company shall, however, ensure that the sub-fund assets have sufficient liquid funds so that the redemption or exchange of shares may take place immediately upon application from investors under normal circumstances. The Investment Company may limit the principle of the free redemption of shares or specify the redemption possibilities more specifically, for example, by applying a redemption fee and setting a minimum amount that the shareholders of the sub-fund must hold.

7. Pursuant to a decision of the board of directors of the Investment Company, the share classes of the sub-fund may be subject to a share split.

V. General meeting

Art. 17. Rights of the general meeting. A properly convened general meeting represents all the shareholders of the Investment Company. The general meeting has the authority to initiate and confirm all dealings of the Investment Company. The resolutions of the general meeting are binding on all shareholders, insofar as these resolutions are in accordance with the law of the Grand Duchy of Luxembourg and these Articles of Association, in particular insofar as they do not interfere with the rights of the separate meetings of shareholders of a particular share class.

Art. 18. Convening of meetings.

1. Pursuant to Luxembourg law, the annual general meeting will be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at any other location within the district where the registered office of the Company is located and which will be specified in the notice of meeting, on the first Tuesday in June of each year at 2.00 p.m., with the first meeting being convened in 2010. In the event that this day is a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting will be held on the next banking day in Luxembourg.

The annual general meeting may be held abroad if the Board of Directors deems fit as a result of extraordinary circumstances. A resolution of this kind by the Board of Directors may not be contested.

2. Pursuant to the applicable legislative provisions, the shareholders may also be called to a meeting convened by the Board of Directors. A meeting may also be convened at the request of shareholders representing at least one-fifth of the assets of the Investment Company.

3. The agenda will be prepared by the Board of Directors, except in cases in which the general meeting is convened on the basis of a written application by the shareholders; in this case the Board of Directors may prepare an additional agenda.

4. Extraordinary general meetings of shareholders will be held at the time and place specified in the notice of the extraordinary general meeting.

5. The conditions specified in subparagraphs 2 to 4 above shall apply accordingly for separate meetings of shareholders convened for the shareholders of one or several sub-funds or share classes.

Art. 19. Quorum and voting. The proceedings of the general meeting or the separate general meeting or one or several sub-funds or share class(es) must meet the legal requirements.

In principle, all shareholders are entitled to participate in the general meetings of shareholders. All shareholders may be represented at the meeting by appointing another person as an authorised representative in writing.

With meetings of shareholders convened for individual sub-funds or share classes, which may only pass resolutions concerning the relevant sub-fund or share class, only those shareholders who hold shares of the corresponding sub-fund or share class may participate. The Board of Directors may allow shareholders to attend general meetings through a video conferencing facility or other communications methods if these methods enable the shareholders to be identified and to effectively participate in the general meeting uninterrupted.

Notices of representation, the form of which is to be specified by the Board of Directors, must be deposited at the registered office of the Company at least five days before the general meeting of shareholders.

All shareholders and shareholders' representatives must sign the attendance register drawn up by the Board of Directors before entering the general meeting of shareholders.

The Board of Directors may set other conditions (e.g. the blocking of shares held in a securities account by the shareholder, presentation of a certificate of blocking, presentation of power of attorney), which are to be filled out by the shareholders in order to participate in the general meetings.

The general meeting of shareholders shall deliberate on all matters specified by the Law of 10 August 1915 and the Law of 17 December 2010; resolutions shall be passed in the forms and with the quorum and majorities specified in the aforementioned laws. Unless otherwise stated in the aforementioned laws or these Articles of Association, the resolutions voted on by a properly convened general meeting of shareholders shall be passed on the basis of a simple majority of shareholders present and votes cast.

Each share carries entitlement to one vote. Fractions of shares are not entitled to vote.

Matters that affect the Investment Company as a whole shall be voted on jointly by all shareholders. However, separate votes shall be cast on matters that only affect one or several sub-fund(s) or one or several share class(es).

Art. 20. Chairman, teller, secretary.

1. The general meeting of shareholders will be chaired by the Chairman of the Board of Directors or, in the event of his absence, by a chairman to be appointed by the general meeting of shareholders.

2. The chairman shall appoint a secretary for the meeting, who does not necessarily have to be a shareholder, and the general meeting of shareholders shall appoint a teller from amongst the shareholders and shareholders' representatives present at the meeting.

3. The minutes of the general meeting of shareholders will be signed by the chairman, the teller and the secretary of each general meeting of shareholders, as well as by the shareholders who so request.

4. Copies and extracts that are to be drawn up by the Investment Company shall be signed by the Chairman of the Board of Directors or by two members of the Board of Directors.

VI. Board of Directors

Art. 21. Membership.

1. The Board of Directors has at least three members who shall be appointed by the general meeting of shareholders and who must not be shareholders in the Investment Company.

The general meeting of shareholders may only appoint as a new member of the Board of Directors a person who has not previously been a member of the Board of Directors if

a) this person has been proposed by the Board of Directors, or

b) a shareholder who is fully entitled to vote at the general meeting of shareholders convened by the Board of Directors informs the Chairman - or if this is impossible another member of the Board of Directors - in writing not less than six and not more than thirty days before the scheduled date of the general meeting of shareholders of his intention to put forward a person other than himself for election or reconsideration, together with written confirmation from this person that he wishes to be put forward for election; however, the chairman of the general meeting of shareholders, provided he receives the unanimous consent of all shareholders present at the meeting, may declare the waiving of the requirement for the aforementioned written notice and resolve that this nominated person should be put forward for election.

2. The general meeting of shareholders shall determine the number of members of the Board of Directors, as well as their term of office. A term of office may not exceed a period of six years. Members of the Board of Directors may be re-elected.

3. If a member of the Board of Directors leaves before the end of his term of office, the remaining members of the Board of Directors appointed by the general meeting may appoint a temporary successor until the next general meeting (co-option). The successor appointed in this manner shall complete the term of office of his predecessor and is entitled, along with all other members of the Board of Directors, to appoint, by way of co-option, temporary successors to other members leaving the Board of Directors.

4. The members of the Board of Directors may be dismissed at any time by the general meeting of shareholders.

Art. 22. Authorisations. The Board of Directors is authorised to carry out all transactions that are necessary or beneficial for the fulfilment of the Company's purpose. The Board of Directors is responsible for all matters concerning the Investment Company unless specified in the Law of 10 August 1915 or these Articles of Association that such matters are restricted to the general meeting of shareholders.

The Board of Directors may transfer the day-to-day management of the Investment Company to natural or legal persons who do not need to be members of the Board of Directors and pay them fees and commissions for their activities. The transfer of duties to third parties shall in all cases be subject to the supervision of the Board of Directors.

In addition, the Board of Directors is permitted to appoint a Fund Manager, an investment adviser and an investment committee to the sub-fund and to establish the authorisations thereof.

The Board of Directors is also authorised to pay interim dividends.

Art. 23. Internal organisation of the Board of Directors. The Board of Directors shall appoint a chairman from among its members.

The Chairman of the Board of Directors is responsible for chairing the meetings of the Board of Directors; in his absence the Board of Directors shall appoint another member of the Board of Directors to chair these meetings.

The Chairman may appoint a secretary, who does not necessarily need to be a member of the Board of Directors and who shall be responsible for the recording of the minutes of meetings of the Board of Directors and the general meeting of shareholders.

The Board of Directors is authorised to appoint the Management Company, fund manager, investment adviser and investment committees for the respective sub-funds and to determine the authorities of these parties.

Art. 24. Convening of meetings. The Board of Directors shall meet at the invitation of the Chairman or of two members of the Board of Directors at the place specified in the notice convening the meeting; except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. The members of the Board of Directors will be notified in writing of the convening of the meeting at least 48 (forty-eight) hours before the meeting unless it not possible to follow the aforementioned notice period due to the urgency of the situation. In this case, details of and the reasons for the urgency are to be stated in the notice of meeting.

A letter of invitation is not required if the members of the Board of Directors do not raise an objection when attending the meeting against the form of the invitation or give written agreement by letter, fax or email. Objections to the form of the invitation can only be raised in person at the meeting.

It is not necessary to send a specific invitation if this meeting is to take place at a location and time already specified in a resolution passed by the Board of Directors.

Art. 25. Meetings of the Board of Directors. A member of the Board of Directors may participate in any meetings of the Board of Directors by appointing another member of the Board of Directors as his representative in writing, i.e. by way of letter or fax.

Furthermore any member of the Board of Directors may take part in a meeting of the Board of Directors through a telephone conferencing facility or similar communications method which allows all participants at the meeting of the Board of Directors to hear each other. This form of participation is equivalent to personal attendance of the meeting of the Board of Directors.

The Board of Directors shall only have quorum if at least half of the members of the Board of Directors are present or represented at the meeting. Resolutions shall be passed by a simple majority of votes cast by the members of the Board of Directors present or represented. In the event of a tied vote, the vote of the chairman of the meeting shall be decisive.

The members of the Board of Directors may only pass resolutions during the course of meetings of the Board of Directors of the Investment Company that have been properly convened; excepted from this regulation are resolutions passed by way of a written procedure.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Directors will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters or facsimiles. Such resolutions shall enter into force on the date of the circular resolution as mentioned therein. In case no specific date is mentioned, the circular resolution shall become effective on the day on which the last signature of a board member is affixed.

Resolutions taken by any other electronic means of communication, e.g. e-mail, cables, telegrams or telexes, shall be formalized by subsequent circular resolution. The date of effectiveness of the then taken circular resolution shall be the one of the latest approval received by the Company via electronic means of communication. Such approvals received by all members of the Board of Directors shall remain attached to and form an integral part of the circular resolution endorsing the decisions formerly approved by electronic means of communication. Any circular resolutions may only be taken by unanimous consent of all the members of the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its authority and obligations for the day-to-day administration of the Investment Company to natural persons and/or legal entities that are not members of the Board of Directors and pay these persons and/or entities the fees or commissions set out in Article 36 in return for the performance of these duties.

Art. 26. Minutes. The resolutions passed by the Board of Directors will be documented in minutes that are entered in the register kept for this purpose and signed by the Chairman of the meeting and the secretary.

Copies and extracts from these minutes shall be signed by the Chairman of the Board of Directors or by two members of the Board of Directors.

Art. 27. Authorised signatories. The Investment Company will be legally bound by the signatures of two members of the Board of Directors. The Board of Directors may empower one or several member(s) of the Board of Directors to represent the Investment Company by way of a sole signature. Furthermore, the Board of Directors may authorise other legal entities or natural persons to represent the Investment Company either through a sole signature or jointly with one member of the Board of Directors or another legal entity or natural person authorised by the Board of Directors.

Art. 28. Incompatibilities and personal interest. No agreement, settlement or other transaction made between the Investment Company and another company will be influenced or invalidated as a result of the fact that one or several members of the Board of Directors, directors, managers or authorised agents of the Investment Company have any interests or participations in any other company or by the fact that such persons are members of the Board of Directors, shareholders, directors, managers, authorised agents or employees of other companies.

A member of the Board of Directors, director, manager or authorised agent of the Investment Company who is simultaneously a member of the Board of Directors, director, manager, authorised agent or employee of another company with which the Investment Company has agreements or has business relations of another kind will not lose the entitlement to advise, vote and negotiate matters concerning such agreements or other business relations.

However, in the event that a member of the Board of Directors, director or authorised agent has a personal interest in any matters of the Investment Company, this member of the Board of Directors, director or authorised agent of the Investment Company must inform the Board of Directors of this personal interest and this person may no longer advise, vote and negotiate matters connected with this personal interest. A report on this matter and on the personal interest of the member of the Board of Directors, director or authorised agent must be presented to the next general meeting of shareholders.

The term “personal interest”, as used in the previous paragraph, does not apply to business relations and interests that come into being solely as a result of legal transactions between the Investment Company on one hand, and the Fund Manager, the Central Administration Agent, the registrar and transfer agent, (or a company directly or indirectly affiliated) or any other company appointed by the Investment Company on the other hand.

The above conditions are not applicable in cases in which the Custodian Bank is party to such an agreement, settlement or other legal transaction. Managing directors, authorised signatories and the holders of the commercial mandates for the company-wide operations of the Custodian Bank may not be appointed at the same time as an employee of the Investment Company in a day-to-day management role. Managing directors, authorised representatives and the holders of the commercial mandates for the company-wide operations of the Investment Company may not be appointed at the same time as an employee of the Custodian Bank in a day-to-day management role.

Art. 29. Indemnification. The Investment Company shall be obliged to hold harmless all members of the Board of Directors, directors, managers or authorised agents, their heirs, executors and administrators against all lawsuits, claims and liability of all kinds, insofar as the affected parties have properly fulfilled their duties. Furthermore, the Investment Company shall reimburse the aforementioned parties all costs, expenses and liabilities incurred as a result of any such lawsuits, legal proceedings, claims and liability.

The right to compensation shall not exclude other rights that a member of the Board of Directors, director, manager or authorised agent may have.

Art. 30. Management Company. The Board of Directors of the Investment Company may appoint a Management Company, which shall be solely responsible for asset management, administration and the distribution of the shares of the Investment Company.

The Management Company is responsible for the management and administration of the Investment Company. Acting on behalf of the Investment Company, it may take all management and administrative measures and exercise all rights directly or indirectly connected with the assets of the Investment Company or the sub-funds, in particular delegate its duties to qualified third parties in whole or in part at its own cost; it also has the right to obtain advice from third parties, particularly from various investment advisers and/or an investment committee at its own cost and responsibility.

The Management Company carries out its obligations with the care of a paid authorised agent (mandataire salarié).

Insofar as the Management Company contracts a third party to manage assets, it may only appoint a company that is admitted or registered to engage in asset management and is subject to oversight.

Investment decisions, the placement of orders and the selection of brokers are the sole responsibility of the Management Company, insofar as no fund manager has been appointed to manage the assets.

The Management Company is entitled, at its own responsibility and control, to authorise a third party to place orders.

The delegation of duties must not impair the effectiveness of supervision by the Management Company in any way. In particular, the delegation of duties must not obstruct the Management Company from acting in the interests of the shareholders and ensuring that the Investment Company is managed in the best interests of the shareholders.

Art. 31. Fund Manager. If the Investment Company makes use of Article 30 (1) and the Management Company transfers the fund manager role to a third party, it is the duty of such fund manager, in particular, to implement the day-to-day investment policy of the respective sub-fund's assets and to manage the day-to-day transactions connected with asset management as well as other related services under the supervision, responsibility and control of the Management Company. This role is performed subject to the investment policy principles and the investment restrictions of the respective sub-fund as described in these Articles of Association and the Sales Prospectus (plus appendix) of the Investment Company and to the legal investment restrictions.

The Fund Manager must be licensed for the administration of assets and must be subject to proper supervision in its country of residence.

The Fund Manager is authorised to select brokers and traders to carry out transactions using the assets of the Investment Company or its sub-funds. The Fund Manager is also responsible for investment decisions and the placing of orders.

The Fund Manager has the right to obtain advice from third parties, particularly from various investment advisers, at its own cost and on its own responsibility.

The Fund Manager is authorised, with the prior consent of the Management Company, to transfer some or all of its duties and obligations to a third party, whose remuneration shall be paid by the Fund Manager.

The Fund Manager bears all expenses incurred in connection with the services it performs on behalf of the Investment Company. Broker commissions, transaction fees and other transaction costs arising in connection with the purchase and sale of assets are borne by the relevant sub-fund.

VII. Auditors

Art. 32. Auditors. An auditing company or one or several auditors are to be appointed to audit the annual accounts of the Investment Company; this auditing company or this/these auditor(s) must be approved in the Grand Duchy of Luxembourg and is/are to be appointed by the general meeting of shareholders.

The auditor(s) may be appointed for a term of up to six years and may be dismissed at any time by the general meeting of shareholders.

VIII. General and final provisions

Art. 33. Use of income.

1. The Board of Directors may decide either to pay out income generated by a sub-fund to the shareholders of this sub-fund or to reinvest the income in the respective sub-fund. Details for each sub-fund are contained in the respective Annexes to this Sales Prospectus.

2. Ordinary net income and realised price gains may be distributed. Furthermore, unrealised price gains, other assets and, in exceptional cases, equity interests may also be paid out as distributions, provided that the net assets of the company do not, as a result of the distribution, fall below the minimum capital pursuant to Article 10 of these Articles of Association.

3. Distributions will be paid out on the basis of the shares issued on the date of distribution. Distributions may be paid out wholly or partly in the form of bonus shares. Any fractions remaining may be paid in cash. Income not claimed five years after publication of notification of a distribution shall be forfeited in favour of the respective sub-fund.

4. Distributions to holders of registered shares will be paid out via the reinvestment of the distribution amount in favour of the holders of registered shares. If this is not required, the holder of registered shares may submit an application to the Registrar and Transfer Agent, within 10 days of the receipt of the notification of the distribution, for the payment of the distribution to the account that he specifies. Distributions to the holders of bearer shares shall be made in the same manner as the payment of the redemption price to holders of bearer shares.

5. Distributions declared but not paid on bearer shares entitled to distributions may no longer be claimed after a period of five years from the payment declaration by the shareholders of such shares, and shall be credited to the relevant sub-fund of the Investment Company or to the relevant share class and, if share classes exist, allocated to the relevant share class. No interest will be payable on distributions from the time of maturity.

Art. 34. Reports. The Board of Directors shall draw up an audited annual report and a semi-annual report for the Investment Company in accordance with the applicable legislative provisions of the Grand Duchy of Luxembourg.

1. No later than four months after the end of each financial year, the Board of Directors shall publish an audited annual report in accordance with the regulations applicable in the Grand Duchy of Luxembourg.

2. Two months after the end of the first half of each financial year, the Board of Directors shall publish an unaudited semi-annual report.

3. Insofar as this is necessary for an entitlement to trade in other countries, additional audited and unaudited interim reports may also be drawn up.

Art. 35. Costs. Each sub-fund shall bear the following costs, provided they arise in connection with its assets:

1. The Management Company receives a fee payable from the net sub-fund assets for the management of the relevant sub-fund. Details of the amount, calculation and payment of this remuneration are also contained for each sub-fund in the respective Annex to the Sales Prospectus. VAT can be added to the remuneration.

In addition, the Management Company or, if applicable, the investment adviser(s)/fund manager(s) may also receive a performance fee from the assets of the respective sub-fund. The percentage amount, calculation and payment for each sub-fund are contained in the relevant Annexes to the Sales Prospectus.

2. If an investment adviser is contracted, this investment adviser may receive a fixed and/or performance-related fee, payable from the Management Company fee or from the assets of the respective sub-fund. Details of the maximum permissible amount, the calculation and the payment of this remuneration are contained for each sub-fund in the respective Annexes to this Sales Prospectus. VAT can be added to the fee.

3. If a Fund Manager is contracted, this investment adviser may receive a fee payable from the Management Company fee or from the assets of the respective sub-fund. Details of the maximum permissible amount, the calculation and the payment of this remuneration are contained for each sub-fund in the respective Annexes to this Sales Prospectus. VAT can be added to the remuneration.

4. In return for the performance of their duties, the Custodian Bank and the Central Administration Agent each receive the amount of fees customary in the Grand Duchy of Luxembourg, which are calculated at the end of each month and paid in arrears on a monthly basis. VAT can be added to the remuneration.

5. Pursuant to the registrar and transfer agent Agreement, in return for the performance of its duties the registrar and transfer agent receives the amount of fees customary in the Grand Duchy of Luxembourg, which are calculated as a fixed amount per investment account or per account with savings plan and/or withdrawal plan at the end of each year and which are payable from the sub-fund assets.

6. If a sales agent was contractually required, this sales agent may receive a fee payable from the relevant sub-fund assets; details on the maximum permissible amount, the calculation and the payment thereof are contained for each sub-fund in the respective Annexes to this Sales Prospectus. VAT can be added to the fee.

7. In addition to the aforementioned costs, the sub-fund shall bear the following costs, provided they arise in connection with its assets:

a) costs incurred in relation to the acquisition, holding and disposal of assets, in particular customary bank charges for securities transactions and transactions involving other assets and rights of the Investment Company and/or sub-fund and the safeguarding of such assets and rights, as well as customary bank charges for the safeguarding of foreign investment units abroad;

b) all external administration and custody fees, which are charged by other correspondent banks and/or clearing agencies (e.g. Clearstream Banking S.A.) for the assets of each sub-fund, as well as all foreign settlement, dispatch and insurance fees that are incurred in connection with the securities transactions of each sub-fund in units of other UCITS or UCI;

c) the transaction costs for the issue and redemption of bearer shares;

d) the expenses and other costs incurred by the Custodian Bank, the registrar and transfer agent and the Central Administration Agent in connection with the sub-fund assets and due to the necessary usage of third parties are reimbursed;

e) taxes levied on the Investment Company's or the sub-fund's assets, income and expenses that are charged to the respective sub-fund;

f) costs of legal advice incurred by the Investment Company, the Management Company (where appointed) or the Custodian Bank, if incurred in the interests of the shareholders of the respective sub-fund;

g) costs of the auditors of the Investment Company;

h) costs for the creation, preparation, storage, publication, printing and dispatch of all documents required by the Investment Company, in particular share certificates and coupon renewal sheets, the "Key Investor Information Document" the Sales Prospectus (plus Annex), the annual reports and semi-annual reports, the schedule of assets, the notifications to the shareholders, the notices of convening of meetings, sales notifications and/or applications for approval in the countries in which shares in the Investment Company or sub-funds are sold, correspondence with the respective supervisory authorities;

i) the administrative fees payable for the Investment Company and/or sub-funds to all relevant authorities, in particular the administrative fees of the Luxembourg and other supervisory authorities and also the fees for the filing of documents of the Investment Company;

j) costs in connection with any admissions to listing on stock exchanges;

k) advertising costs and costs incurred directly in connection with the offer and sale of shares;

l) insurance costs;

m) remuneration, expenses and other costs of foreign paying agents, the sales agents and other agents that must be appointed abroad, that are incurred in connection with the sub-fund assets;

n) interest connected with loans taken out in accordance with Article 4 of these Articles of Association;

o) expenses of a possible investment committee;

p) expenses of the Board of Directors of the Investment Company;

q) costs connected with the formation of the Investment Company and/or the individual sub-funds and the initial issue of shares;

r) further management costs including associations' costs;

s) costs of ascertaining the split of the investment result into its success factors (known as performance attribution);

t) costs for credit rating of the Investment Company and/or sub-funds by nationally and internationally recognised rating agencies.

All costs will be charged first against each sub-fund's ordinary income and capital gains and then against the sub-fund assets.

Costs incurred for the founding of the Investment Company and the initial issue of shares will be amortised over the first five financial years against the assets of the sub-funds existing at the time of formation. The set-up costs and the aforementioned costs that are not directly attributable to a specific sub-fund shall be allocated to the respective sub-fund

assets on a pro rata basis. Costs incurred as a result of the launching of additional sub-funds will be amortised over a period of a maximum of five financial years after launch against of the assets of the sub-fund to which these costs can be attributed.

All the aforementioned costs, fees and expenses shall be subject to VAT.

Art. 36. Financial year. The Investment Company's financial year begins on 1 January and ends on 31 December of each year. The first financial year commences on the date of formation and ends on 31 December 2009.

Art. 37. Custodian Bank.

1. The Investment Company has appointed a bank with its registered office in the Grand Duchy of Luxembourg as the Custodian Bank. The function of the Custodian Bank is based on the Law of 17 December 2010, the Custodian Bank Agreement, these Articles of Association and the Sales Prospectus (plus Annex).

2. The Investment Company is entitled to assert claims of the shareholders against the Custodian Bank in its own name. This does not prevent the shareholders from enforcing claims against the Custodian Bank themselves.

Art. 38. Amendment of the Articles of Association. These Articles of Association may be amended or supplemented at any time at the decision of the shareholders provided the conditions concerning amendments to the Articles of Association under the Law of 10 August 1915 are met.

Art. 39. General. With regard to any points which are not set forth in these Articles of Association, reference is made to the provisions of the Law of 10 August 1915 and the Law of 17 December 2010.

Fifth resolution

The meeting acknowledges the resignation of Mr Nikolaus Rummler as a member of the Board of Directors of the Company.

Sixth resolution

The meeting acknowledges the resignation of Mr Lorin Di Vora as a member of the Board of Directors of the Company.

Seventh resolution

The meeting appoints Mr Oliver Schütz, born in Kaiserslautern, on April 17, 1969, residing professionally in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, as a member of the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting to be held in 2014.

Eighth resolution

The meeting appoints Mr Jean-Paul Gennari, born in Esch-sur-Alzette, on January 25, 1958, residing professionally in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, as a member of the Board of Directors of the Company until the Annual General Meeting to be held in 2014.

There being no further item on the agenda, the extraordinary meeting was thereupon closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of the document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the persons appearing the present deed is worded only in the English language.

The document having been read to the persons appearing, the members of the bureau of the Extraordinary Meeting signed together with the notary the present deed.

Gezeichnet: U. BERG, B. RIEPE und M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 4 février 2014. Relation: LAC/2014/5476. Reçu douze euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 10. Februar 2014.

Référence de publication: 2014024861/831.

(140029992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2014.

QNB International Holdings Limited, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 102.895.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014011201/9.

(140012242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2014.